

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## Nous autres, les écrasés...

Encore une fois, l'événement prouve, aujourd'hui, que nous avons raison quand nous avertissons, au moment de la constitution du ministère Daladier, que « les pauvres pourraient s'apprêter à payer » ! Nos prévisions sont même de beaucoup dépassées. Ah ! il est chouette, le taureau de la Camargue avec ses décrets-lois. Et son premier « train » laisse présager pas mal de victimes. Toujours les mêmes, d'ailleurs.

Pour commencer, nous allons, sous le pressoir fiscal, subir un fameux tour de vis : 8 % d'augmentation sur tous les impôts directs et indirects.

En raison de ce que l'impérat et le manque de courage des dirigeants ouvriers empêchent de limiter d'aucune façon le profit capitaliste, toute aggravation de la fiscalité rebondit instantanément et par voie d'incidence sur les prix. De sorte que nous poupons nous attendre à une

nouvelle poussée de vie chère dont les portemonnaie ouvriers feront tous les frais.

Ce ne sera pas tout. Le premier train de décrets sera bien sûr suivi d'autres convois dont le prochain, dit-on, contiendra le cercueil des 40 heures. Cela s'appellera « assouplir la législation sur la durée du travail ». Il faut au moins 45 heures, nous dit Cocantin-Bonnet, pour que l'accroissement de l'activité économique puisse combler le déficit budgétaire. Car ledit déficit budgétaire est de 4 milliards. 4 milliards qui, bien entendu, ne sauront se trouver que dans les poches prolétariennes.

Il faut faire payer les riches, clamait-on, il n'y a pas longtemps. Pas plus de deux ans, en somme.

Ouais ! Va-t'en voir, Jean ! Si ce dérisoire slogan fera bien comme pendant avec cet autre, de renardéenne mémoire, et qui se formule ainsi : « Il faut prendre l'argent où il est. »

Cela se passait aux alentours de 1924, au beau temps du Bloc des gauches, digne ainé du Front populaire. Le mur d'argent brisé net les velléités des réformateurs de Partlement.

Seules les grèves de juin et l'action directe ouvrière avaient pu pratiquer une brèche dans ce mur. Mais depuis, la brèche a été bouchée et bien bouchée. Le mur est toujours là, d'une hauteur chaque jour plus insolente. Il faudrait un fameux coup de boutoir pour le mettre à bas !

Mais, malheureusement, la politique des larves social-démocrates, celle des pères staliens ont énervé la vitalité ouvrière. Elles ont semé le découragement, affaibli l'énergie du prolétariat, déboussolé l'orientation révolutionnaire des travailleurs.

Il faut le dire, bien que cette vérité soit amère, l'apathie et l'indifférence gagnent peu à peu les masses. L'odieux totalitarisme des Staliens fait le reste. Prenons, par exemple, la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Rien ne fut plus morne, plus décoloré. Au point que le Temps et toute la presse bourgeoisie peuvent maintenant se réjouir du « calme des manifestations » qui attestent « le rétablissement de l'ordre ».

Qu'on ne s'imagine pas cependant que ce « calme » et cet « ordre » suffisent à la bourgeoisie. Elle sent bien qu'il y a dans la classe

ouvrière des forces latentes formidables très aptes à se réveiller rapidement. Voilà pourquoi la réaction sociale, politique et économique, entreprise par Daladier lui paraît encore insuffisante. Elle ne sera tranquille que lorsqu'elle aura réussi à juguler complètement l'ouvrier, à réenchaîner Caliban.

Seulement, nous n'en sommes pas encore là. Il n'est pas possible que les lutteurs de juin 1936 acceptent passivement qu'en leur vol ce qu'ils eurent tant de mal à arracher à la rapacité capitaliste.

Si la classe ouvrière balançait par-dessus bord les mauvais pilotes qui, incapables de voir autre chose que les reflets staliens ou les lumignons social-démocrates, la mènent à la catastrophe ; si elle en revenait à son action spontanée, dans ses organismes syndicaux débarrassée de la tutelle politicienne, alors la confiance — la notre — rentraitrait bien vite. Alors on ne donnerait pas cher des trains de décrets Daladier et autres valets du Pognon-Roi.



## Electeurs de mai 1936

**Vous qui fitez les grèves de juin Est-ce cela que vous avez voulu ?**

L'abrogation des 40 heures  
La dictature fiscale  
La chasse à l'étranger  
La course aux armements  
Les banques au pouvoir

## “ L'HOSPITALITÉ FRANÇAISE ” ET LE DÉCRET SARRAUT

## La chasse à l'homme va commencer !

Nous n'avions que trop raison, hélas ! de pousser le cri d'alarme, la semaine passée. Nous connaissons maintenant le décret, promulgué par Sarraut, qui fixe le nouveau régime des étrangers résidant en France. Ce décret s'inspire, comme nous le laissons prévoir, la semaine passée, de l'esprit le plus « totalitaire », Hitler ou Mussolini n'eussent pas mieux imaginé.

D'abord et contrairement à ce que prétendent les larbins de presse, il supprime en premier lieu toute espèce de garantie juridique en faveur de l'étranger.

En effet, un étranger EN SITUATION REGULIÈRE peut, désormais, être l'objet d'une expulsion « SI SON ELOIGNEMENT PARAIT NECESSAIRE POUR DES RAISONS D'ORDRE PUBLIC OU DE SECURITE NATIONALE » nous dit Paris-Midi du 2 mai. Il est vrai qu'il aura huit jours pour se justifier... devant les flics. C'est-à-dire huit jours pour maudire ses juges. Car on pense bien que la mesure s'appliquera surtout contre les éléments réputés subversifs qu'il sera toujours facile d'incriminer des pires desseins. Bien sûr que les malheureux Polonais expatriés en France par trains entiers, avec curés et flics ; les Italiens mussoliniens, les Allemands hitlériens et même certains communistes étrangers bien en cour, n'auront pas beaucoup à redouter les méfaits de ce décret abject.

Mais gare aux malheureux « Ritals », Bulgares, Espagnols, Allemands, anarchistes ou révolutionnaires non staliens. Pour eux, pas de députés bien en cour pour leur servir d'avocats !

D'autre part, le décret prévoit également pour les étrangers non expulsables, en raison de ce qu'aucun pays ne voudrait les accueillir, le renouvellement vers « UNE RÉSIDENCE DETERMINÉE ET SURVEILLÉE PAR LA POLICE ». On a considéré que l'heure du camp de concentration,

« souvent préconisée », paraît-il, n'était pas encore venue. Soyons patients, cela finira bien par venir...

Enfin, de très lourdes pénalités DE SIX MOIS A TROIS ANS DE PRISON sont

### Toujours le carnet “B”

Notre bourgeoisie prépare activement sa guerre. Elle s'assure de puissants alliés à l'extérieur, et organise la lutte contre l'ennemi intérieur qui, en l'occurrence se trouve être les antisémites étrangers réfugiés sur notre sol, et ces bandits d'anarchistes réfractaires irréductibles à la guerre et à l'union sacrée.

Voilà notre Union Anarchiste proume enemni numéro un. Notre journal est poursuivi, nos meetings interdits, nos affiches

lacerées.

Nous savons d'autre part que des ordres ont été donnés pour que la police s'emploie activement à empêcher le mouvement anarchiste de se développer. Une vaste opération de police est en cours dont nos militaires et sympathisants sont l'objet. D'innombrables vérifications et contrôles policiers ont eu lieu ces jours derniers. Nous considérons ces brimades comme un hommage et loin de nous détourner elles nous incitent à continuer notre action, et nous prouvent que nous sommes dans la bonne voie.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

prévues pour les infractions à arrêtés d'expulsion, OU A RÉSIDENCE FORCÉE.

Mais ce n'est pas tout. Il y a des « MESURES ACCESSOIRES ». Elles visent particulièrement « TOUT INDIVIDU FACILITANT L'ENTRÉE, LA CIRCULATION, LE SEJOUR D'ÉTRANGER EN SITUATION IRREGULIÈRE QUI SERA FRAPPÉ D'UNE AMENDE DE 100 A 1.000 FRANCS ET D'UN EMPRISONNEMENT DE UN MOIS A UN AN. »

Autant dire, après cela, qu'il n'y a plus de droit d'asile ! Que cette mesure est tout juste bonne au temps des siècles d'obscurantisme, quand la justice séculière s'arrêtait au seuil des églises et des domiciles privés.

Nous sommes, ne l'oublions pas, dans une démocratie, dans la plus ancienne république d'Europe ! Il y eut autrefois un poète illuminé pour écrire, avec quelque apparence de vraisemblance, que

TOUT HOMME A DEUX PATRIES : LA SIENNE ET PUIS LA FRANCE !

Pauvre poète ! Il tomberait de son haut s'il venait dans la France de Sarraut et de Daladier.

Mais on peut s'étonner également du bizarre silence des journaux de la « classe ouvrière ». POPU et HUMA ne disent mot. Quant à la C.G.T. son organe le PEUPLE n'a pas trouvé la matière à réflexions.

Attention ouvriers français, en laissant s'établir contre les étrangers la chasse à l'homme, c'est votre propre persécution que vous préparez.

Et le moment n'est peut-être pas loin, si vous ne réagissez, où, contre vous aussi, au moins contre vos militants, on envisage des mesures de « salubrité », de « résidences forcées », voire même des camps de concentration — sinon mieux encore.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu

# Manœuvres et marchandages

Que s'est-il passé à Londres ? Nous n'en savons rien et nous n'en saurons rien. Les gouvernements qui se revendent d'une majorité de front populaire pratiquent, sur le plan diplomatique, la politique de secret et de fausse information qui fut toujours en honneur au Quai d'Orsay, comme d'ailleurs dans toutes les chancelleries. On aurait tort, en tout cas, de s'imaginer que les ministres français et anglais réunis à Londres n'ont pas pris des engagements graves pour l'avenir, engagements dont nous supporterons peut-être un jour toutes les funestes conséquences. Il est vrai que la presse incline à l'optimisme et, si l'on en croit les journaux de gauche, la situation internationale ne sera grandement améliorée. Mais sur quoi fondent-ils une telle assurance ? Ce n'est assurément pas sur le règlement des questions les plus graves — question espagnole, question tchécoslovaque — qui se posent à l'heure actuelle. Pour ce qui concerne l'Espagne, notons, en effet, que l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie continue à se produire comme par le passé et que la non-intervention continue à dissimuler le désir des gouvernements franco-anglais de voir définitivement écrasée la révolution espagnole. Rien de changé, par conséquent. Si la chose était en leur pouvoir. Ces gouvernements liquideraient l'aventure et installeraient sans doute en Espagne un régime qu'ils contrôleraient et qui, par conséquent, ne s'opposeraient pas à la mise en exploitation, par le capital franco-anglais, des richesses de la péninsule. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et sans doute la situation n'est pas encore mûre pour un arbitrage de cet ordre. Il en est de même de la question tchécoslovaque. En dépit des assurances qu'on nous prodigue sur la foi de communiqués menants, nous croyons que les difficultés demeurent entières de ce côté de l'Europe. L'assimilation des Allemands des Sudètes par la Tchécoslovaquie est impossible, même si le gouvernement de Prague prend en leur faveur les mesures qui lui seraient conseillées par Londres et par Paris. Toutes les garanties du monde, tous les statuts de minorité n'empêcheront pas, tôt ou tard, le gouvernement allemand de réclamer, au nom du fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la rentree des Allemands des Sudètes dans le Reich. C'est l'opportunité qui en décidera.

Dès lors que demeure-t-il des grandes manœuvres de Londres ? Tout d'abord un succès diplomatique qui peut être exploité assez gracieusement dans l'avenir : l'entente si ostensiblement marquée entre la France et l'Angleterre a amené l'Italie à une attitude beaucoup plus conciliante que par le passé. A la veille de la visite du Führer à Rome, un tel changement d'orientation n'est pas à négliger. Après l'Anschluss qui fut pour Mussolini le plus cinglant des échecs et qui priva dorénavant l'Italie de ses perspectives en Europe Centrale, après l'accord italo-anglais qui vient d'être signé, les conversations de Rome sont considérées par la presse italienne comme le prélude d'un accord entre les quatre puissances qui souhaitent les accords de Stresa. Le gouvernement italien viole la possibilité de freiner les initiatives du Reich en Europe Centrale par l'établissement d'un statut qui vaudrait mieux que l'instabilité actuelle, et surtout qu'un développement de la poussée allemande sur le Danube. Le Reich acceptera-t-il de se laisser ainsi déposséder de ses plus belles espérances ? C'est là une simple question de force. Ne lui permettra-t-on pas de regarder ailleurs, vers la Pologne, par exemple, ou plutôt vers la Russie qui, isolée diplomatiquement, et au surplus, en proie à de terribles convulsions intérieures, risque de voir se former sans elle, et par conséquent contre elle, le fameux quadrilatère des grandes puissances ? On dit que la presse russe est très réservée au sujet des conversations de Londres, même hostile. On comprend bien son attitude.

La clef de voûte de tout l'édifice est constituée par les possibilités d'accord entre la France et l'Italie. Celle-ci choisira-t-elle entre les chances immédiates de Rome-Berlin et les chances à venir et plus modestes d'un accord avec la France et l'Angleterre ? Le Duce paraît ici l'arbitre de la situation, d'une situation qui, d'ailleurs, change de mois en mois. Si l'on examine, en effet, le rapport des forces en présence, on s'aperçoit qu'il évolue en faveur du groupe franco-anglais. Malgré le formidable effort de l'Allemagne, dont la conséquence est l'appauvrissement de la classe ouvrière, il est clair que le dernier programme d'armement de l'Angleterre, même si l'on tient compte que la France ne pourra pas suivre au même rythme, achèvera de donner à ces deux puissances une écrasante supériorité, surtout si elles savent coordonner leur attaque et leur défense.

Precisément les communiqués officiels ont insisté sur ce point. La France et l'Angleterre ont réalisé une véritable alliance militaire par des accords précis entre leurs états-majors. Dorénavant c'est un bloc unique qui formeront les forces terrestres, navales et aériennes franco-anglaises. Qui donc résisterait à de pareils arguments ? Voilà, en tout cas, selon nos négociateurs et sans compter d'autres motifs capables de le rendre réticent, de quoi immuniser Mussolini contre les dangers de son entrevue avec le Führer.

Nous dirions volontiers que c'est bien joué. Mais qui pourra croire que tout ce machiavélisme est capable d'arrêter la guerre ?

LASHORTES.

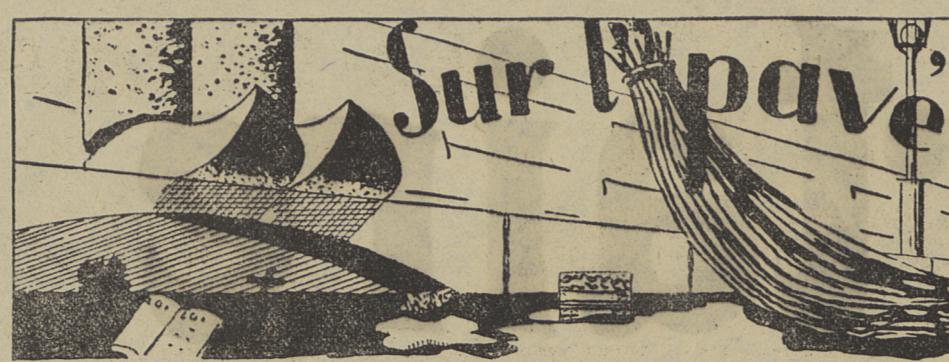
## SEBASTIEN FAURE

fera une conférence

A Goussainville, samedi 14 mai, à 21 heures  
salle Gaet (Ferme des Noues)

## FASCISME - GUERRE TRANSFORMATION SOCIALE

Entrée 250, chômeurs 125.



### PROPOS D'UN PARIA

#### Vers le fascisme

Il faut bien reconnaître que le régime dit démocratique, que les Français subissent depuis de nombreuses décades, est impuissant, malgré son arsenal de lois à assurer sinon le bonheur, du moins la direction du peuple, puisqu'à chaque occasion où un danger menace, nos hommes d'Etat se libèrent, pour un temps, de la tutelle parlementaire.

Il faut ajouter que les parlementaires sont eux-mêmes conscients de leur inutilité, puisque ce sont eux qui accordent aux gouvernements les pleins pouvoirs sans lesquels il faut abandonner toute espérance !...

Nous voici bien loin des promesses mirifiques, des grands mots aussi pompeux que vides, mais qui savent si bien berner les foules électorales et dont les professionnels de la politique se servent pour se procurer de confortables sinécures...

C'est une chose bien laide que de piétiner un cadavre, fait-il celui de votre pire ennemi, mais il y a des morts, comme disait l'autre, qu'il faut qu'on tue, et le parlementarisme qui, après avoir donné tant de preuves de sa malaisance, vient par surcroît de faire celle de son impuissance, est de ceux-là.

Je sais bien qu'une fois l'alerte passée, et la fringale d'appétits aidant, la bête tentera, à grand renfort de discours, une résurrection qui sera assez bruyante pour donner le change à l'éternel troupeau des gogos.

On reparlera de Front populaire et autres plaisiraines d'un goût aussi douteux.

Il n'empêche qu'à force de suicides aussi répétés, le parlementarisme finira par crever pour tout de bon.

Ce n'est certes pas nous qui le pleurerons. Mais il arrivera cette chose, c'est que le pays ayant pris l'habitude d'être gouverné à coups de décrets-lois et ayant pris conscience de la vacquerie et de l'incapacité du régime parlementaire devient celui de la joie d'empoigne, il arrivera, dis-je, que le pays sera tout prêt à subir sans s'en apercevoir une autorité auprès de laquelle celle de MM. Daladier-Mandel apparaîtra comme une bénédiction.

Et c'est ainsi que le fascisme — rouge ou noir — fait son petit bonhomme de chemin, au sein même des démocraties, et prépare, avec la complicité des mauvais bergers — qui auront vite fait de s'y rallier — un avènement qui emportera ce qui nous reste de liberté et fera disparaître l'individu au bénéfice d'une collectivité oppresseuse.

Il n'y a pas, dans tout cela, de quoi se réjouir...

La Rue Michel.

### JOURNALISTES EN UNIFORME

uniforme), mais la contagion gagnant maintenant, ce sont les journalistes en uniforme qu'elle nous fournit.

L'Allemagne nous avait déjà donné « Jeunes filles en Hitler » est accompagné à Rome par 160 journalistes en tenue, nous apprennent les journaux ; vraiment cette mode ne manque pas d'originalité. Dans les pays totalitaires le ridicule rejoint facilement l'odieux. Il ne manquait aux fêtes de réception que ce carnavalesque défilé de journalistes. Maintenant on peut tirer le feu d'artifice sans crainte, la fête est complète.

Cette nouvelle va faire crever d'envie tous nos journalistes. Aussi valets que ceux d'Hitler, eux aussi ont droit à leur livrée et ici au moins il y aurait cet avantage qu'elle ne serait pas uniforme. Elle serait couleur « maison ». Ceux du Jour auraient la chemise rose et le dolman cintré comme il se doit. Ceux de l'Humanité arboreraient une superbe chemise moujik légèrement teintée de rouge, le pantalon tricolore. Ceux de la Vie ouvrière en tirailleurs sénégalais, etc., etc.

### L'AXE SE RENFORCE

Hitler rend sa visite de politesse à Mussolini. Ce dernier veut conserver son titre de führer « des blufuses ». La réception qui lui fut faite à Berlin n'est rien à côté de celle qu'il réserve à son coéquipier en mort rapide. La fête est complète, la décoration, les illuminations sont soignées dans les moindres détails. Les centaines d'acclamations, depuis un mois, répètent leurs rôles. Les balcons sont extrêmement surveillés. Ces messieurs craignent sans doute qu'un de leurs admirateurs manifeste une joie par trop explosive, accident de mériment comme disait dans les temps anciens un certain Benito Mussolini.

### MORNE CORTEGE

Ce fut celui du Premier Mai. Certes le temps maussade ne se prêtait guère à l'enthousiasme. Cependant, plus que l'eau céleste, la douceur des insuccès et des reculs, glaçait les manifestants. Tièdes, les Internationales, qui sortaient péniblement des gosiers. Résultat inévitable des tractresses capitulations couronnant les grèves politiques qui désorientent les ouvriers.

La Rue Michel.

### ABSTENTION SOCIALISTE

Les socialistes brillent par leur absence. Par contre le haut gratin des barines staliennes paradait sur la tribune. L'Union des Syndicats avait trouvé cette combinaison « d'inviter les élus du Front populaire », et c'est ainsi que toute cette politaille faisait la roue, donnant à la manifestation le cachet communiste désormais de rigueur.

### INCONSCIENCE

Le plus triste c'était de voir l'inconscience des mots d'ordre, lancés. On clamait rituellement : « Des actions ! des canons pour l'Espagne ! » au moment où les accords de Londres conclus avec Daladier-Bonnet rétablissent le contrôle des frontières à sens unique ! Mais pas un mot contre le sinistre bonhomme du Vaucluse responsable de ces accords, car il ne faut faire à Daladier, n'est-ce pas Thorez, nulle peine même légère.

Pas un cri non plus pour le maintien des 40 heures.

### JOIE DANS LE CAMP BOURGEOIS

Malgré la satisfaction de commande affichée par la presse officielle du F.P. la presse bourgeoisie ne s'y est pas trompée et s'est indénemment réjouie de ce Premier Mai de « calme » et « d'ordre ».

### JEUNES FILLES DE FRANCE... ET DE BELLEVILLE

Mince alors, j'peux pas dérouiller ! s'exclamaît près de la Porte Dorée, dans un groupe de « jeunes filles de France », une jeune venante du canard de l'organisation chère à Mme Thorez et à Danièle Casanova. Le fait est que la vente marchait mal. Et cette jeune fille de France ne faisait que le traduire dans la verdeur du langage prolétarien, qui reste fort heureusement à l'abri des momeries papelardes des curés stalinians.

### LE PREMIER TRAIN

Daladier front populaire vient de réaliser son premier train de décrets-lois, qui comme par hasard, n'est aiguillé que sur la défense du patrimoine national, avec le signal bleu, blanc, rouge réalisant l'unité sacrée de 5 milliards nouveaux.

5 milliards plus les précédents, ce n'est plus un train pour porte-monnaie de troisième classe, mais un train de première blindé avec retour de bombes et de gaz. Il est vrai que Daladier est « jacobin » et que pour la grandeur traditionnelle de la maison France bancaire rien ne peut être refusé.

### AU SUJET DU FILM « LA MARSEILLAISE »

- A présent que les firmes capitalistes du cinéma peuvent se livrer au commerce de ce film, car ce film, comme tous les autres, n'a été conçu que pour être commercial (le gouvernement, par sa censure, nous en donne la preuve), sait-on ce que touchent les auteurs d'un film chaque fois qu'il est présenté au public ?

Et par combien il faut multiplier chaque soir le droit d'exécution ?

A-t-on ensuite qu'en dehors de « vedettes » payées à coups de gros billets, on a tout tenté pour employer petits rôles et figurants (très nombreux) sans les payer ?

Heureusement, le Syndicat des Artistes du complément du cinéma adhère à la C.G.T. (composé de nombreux artistes de métier sans travail) veillera.

Il a fallu passer par lui et appliquer les tarifs.

Et pendant qu'on tapait les ouvriers dans les usines, on laissait ignorer à ceux-ci :

Qu'on payait une « vedette » 18.000 francs pour poser une demi-heure devant l'objectif (le salaire d'un pauvre bougre pendant une année) !

Qu'on avait d'avance vendu l'exclusivité de ce film pour l'Amérique à un impresario américain une dizaine de millions...

### CURIOS HISTORIEN !

On sait qu'Alexandre Zévaïs, ex-gueuletois, passa pendant un temps à la réaction patriotarde, la plus rétrograde, et qui fut l'avocat de Villain, assassin de Juarez, qu'il fit acquitter, a réussi depuis quelques années à faire oublier son peu reluisant passé. Accueilli par la presse de gauche et même par des journaux communistes tels la Défense, organe du Secours populaire de France, il publie des notes historiques sur les événements sociaux les plus saillants. Souvent ces notes sont intéressantes et vérifiables. Cependant l'ancien partisan guériste, bouteffeur d'anars, ne peut s'empêcher de réapparaître. Ainsi dans le dernier numéro de la Défense, à propos de l'origine du Premier mai, faisant allusion au drame de Chicago, il écrit :

« A Chicago, notamment, le mouvement ne comprenait pas moins de 40.000 grévistes et durait depuis quatre jours, lorsque, dans la soirée du 4 mai, éclatèrent les bombes anarchistes qui furent le signal d'une effroyable répression et entraînèrent l'échec du mouvement. Mais en 1886, le congrès syndical de Saint-Louis décida de reprendre l'agitation à la date du 1<sup>er</sup> mai 1890. »

Or il est faux de parler de bombes « anarchistes ». L'origine des bombes a toujours été attribuée à des provocateurs policiers. La réhabilitation officielle posthume des martyrs de Chicago le prouve surabondamment. Et même pour complaire à ses employeurs stalinians, Zévaïs n'a pas le droit de sophistiquer l'histoire !

Monsieur Dubalai.

## “La larme à l'œil”

Paris-Soir, qui, quoi qu'en dise, représente la pensée moyenne de la population, a une fois de plus ouvert une souscription parmi ses lecteurs. Il s'agit de sauver cette fois-ci la famille Vautier, composée du père et de ses huit enfants. La mère, instrument prolifique aux mains (si l'on peut dire) d'un mâle égoïste et inconsistant a trouvé la mort en donnant la lumière au dernier.

La misère la plus effroyable règne au logis. On n'a même pas de quoi acheter un biberon, lequel il faut porter, Et, à peine les secours eurent-ils été organisés qu'il fallait transporter à l'hôpital l'aînée et la plus jeune, dont la misère physiologique est telle qu'on craint pour leurs jambes.

Belle société ! Une fois encore, ceux qui sont donné pour tâche de faire la relâpe pour les familles nombreuses vont trouver matière à se renforcer. Ce rustre fabriquant huit enfants sans avoir de quoi les nourrir, cette pondeuse semiperronne succombant à la tâche, voilà certes ce qu'on appelle des bons Français, des gens à qui la Patrie ne saurait faire aucun reproche. Quant à nous, plaignons leurs souffrances, car nous savons qu'ils sont irresponsables, que les vrais coupables ne sont pas là.

Vrais coupables ? C'était hier M. Poincaré, resté personnellement stérile, mais instigateur de la scandaleuse loi de 1920 contre la propagande malthusienne. Ce sont aujourd'hui Boivert, les Tixier-Vignancour, le sénateur Pernot, et autres ganaches, les Daladier, aussi, avides de posséder une nation prolifique pour alimenter une armée nombreuse.

Pourquoi faut-il être condamné à répéter mille fois les mêmes choses ? Pourquoi la conscience humaine semble-t-elle être comme ces blocs rocheux qu'il faut frapper de mille coups de pierre pour les ébranler ?

Est-ce que tout cela ne saute pas aux yeux ? Une bande de coquins et des cuistres gérant le pays et réclamant en son nom des enfants, encore des enfants, toujours des enfants. Une horde d'assassins légaux et comme tels copieusement galonnés, qu'on appelle l'Etat-Major et qui, au fil et à mesure que ces gosses sont rescapés des « misères physiologiques » les expégeront.

Efin une équipe de journalistes à tant la ligne qui pleurnichent hypocritement pour donner le change à chaque fois qu'un trop grand scandale est près d'éclater.

Le même Paris-Soir d'ailleurs, qui cultive si bien la « larme à l'œil » n'éprouve aucun scrupule, après nous avoir relaté la détresse de la famille nombreuse mourant de faim, à nous faire un récit détaillé de la vie du duc et de la duchesse de Windsor, ainsi que la minutieuse description de leur futur logis. Voici ce qu'en lisait dans le numéro de Paris-Soir Dimanche, le 16, rue Xavier-Privas, Paris-3<sup>e</sup>.

### APRÈS VINGT-DEUX ANS DE PRISON

## Tom Mooney est libéré

Nous apprenons par des informations américaines que Tom Mooney serait après vingt-deux années de prison, enfin libéré, mais cela est vrai.

Relater brièvement les raisons de classe pour montrer la cruauté du capitalisme américain démocrate est, semble-t-il, nécessaire.

## IL Y A UN AN

# Les travailleurs de Barcelone se dressaient face à la contre-révolution

(suite de la 1<sup>re</sup> page)

La F.A.I. et la C.N.T. administraient d'une façon totale l'Aragon et la Catalogne, partie la plus industrialisée de l'Espagne, et route de communication avec la France. Le parti communiste, fort du chantage russe s'efforce de faire perdre ces positions importantes à nos camarades.

Ce fut d'abord un sabotage complet du front d'Aragon, qui fut laissé sans armes, parce que la presque totalité des combattants étaient membres de la C.N.T. Une campagne ignoble de presse fut déclenchée contre ce que les bolcheviques appelaient le « front parfesseux ». L'injure, la calomnie furent les armes principales qu'ils employèrent pour discréditer nos amis. Puis ce fut une série de provocations contre les contestations ouvrières. Les collectivisations, et surtout le contrôle de la frontière, furent l'objet de leurs attaques. Ces provocations bolcheviques ont été aussi nuisibles à la lutte antifasciste que Franco lui-même qui doit plus d'une de ses victoires. Lorsque nos nacos parlent de la 5<sup>e</sup> colonne, c'est dans leurs rangs qu'elle a existé.

Le mécontentement s'étendait parmi les travailleurs catalans et chez les paysans aragonais. Pour ne pas rompre le front antifasciste et pour recevoir les armes russes indispensables pour vaincre, la C.N.T. s'est forcée de contenir la légitime colère des travailleurs et accepta d'abandonner certaines positions politiques. Les provocations redoublèrent, la révolte gronda dans toute la Catalogne.

Le soulèvement du 3 mai ne devait surprendre aucune personne au courant des événements d'Espagne.

L'attaque de la Centrale téléphonique fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Quelques jours avant nos camarades de Puigcerda avaient dû défendre leur contrôle de la frontière contre les attaques des forces du gouvernement. L'enervement de tous les esprits était à son comble, quand l'attaque de la Téléphonique se produisit.

Conduits par le communiste Rodriguez Sallas, commissaire général à l'ordre public, les gardes d'assaut voulaient occuper la Centrale téléphonique qui, depuis le 19 juillet, était sous le contrôle des organisations syndicales U.G.T.-C.N.T.

La nouvelle se répandit rapidement dans Barcelone. « On attaque la Telefonica ». La riposte fut aussi brutale qu'au 19 juillet.

Les faubourgs s'insurgent. Sans l'Hospitalet proclament le communisme libertaire. Les ouvriers en armes quittent les usines.

Les rues de Barcelone se hérissent de barbelés, femmes, enfants, tout le monde arrachent les pavés, les entassent avec la science acquise dans maintes insurrections.

Le klaxon des rares voitures qui circulent encore scande, comme au 19 juillet, le rythme des syndicats C.N.T.-F.A.I. Le gouvernement catalan fait établir une mitrailleuse au faîte de la cathédrale, mais les mitrailleuses du Comité régional lui imposent rapidement silence. Il en est de même pour une mitrailleuse établie au siège du Syndicat de l'Alimentation de l'U.G.T.

L'Hôtel Colón, siège du parti communiste est dominé par les mitrailleuses de la Téléphonique toujours aux mains des ouvriers.

Le gouvernement catalan ne peut sortir de la Généralité. Les milices de contrôle de la C.N.T. sont venues rejoindre les travailleurs sur les barricades, elles sont les forces déterminantes de la victoire. Les ouvriers de Santander, après s'être rendus maîtres d'une caserne de gardes d'assaut se dirigent sur Barcelone. La F.A.I. et la C.N.T., à l'exception d'une partie du Paseo de Gracia et de quelques coins isolés, sont maîtresses de la ville. Les canons de Montjuïc sont entre leurs mains.

La situation est dramatique. La C.N.T., victorieuse à Barcelone et dans toute la Catalogne, va-t-elle entrer en lutte contre le reste de l'Espagne gouvernementale ? Les forces policières et les brigades restées fidèles au gouvernement vont-elles entrer en bataille contre les colonnes de la C.N.T. ? La désorganisation du front, la lutte entre les différents secteurs antifascistes, c'est la victoire rapide de Franco. Tant de sacrifices consentis, tant de victimes à pleurer, pour arriver à cette fin tragique, les militants responsables de la C.N.T. ne le veulent pas.

Ils savent que, victorieux en Catalogne, ils ne pourront pas triompher de toutes les forces gouvernementales qui disposent des armes techniques, aviation, tanks, artillerie.

Ils ne veulent pas porter la responsabilité de la défaite. Dès les premières bagarres,

le comité régional est entré en pourparlers avec le gouvernement catalan pour faire cesser la lutte. Un accord est conclu. Les militants de la C.N.T. nos amis Garcia Oliver, Toryo, directeur du *Sol*, en particulier, adjurent leurs camarades de quitter les barricades.

La rage au cœur, mais disciplinés, les ouvriers regagnent leur usines. Le calme va se rétablir. Le désastre que craignaient les militants de la C.N.T. n'aura pas lieu. Mais le parti communiste ne l'entend pas ainsi. Ils tremblent de peur la veille, et ses dirigeants veulent profiter de la situation pour liquider les conquêtes de juillet 36. Des scènes ignobles se déroulent alors : des militants des Jeunesse Libertaires sont abattus dans les rues par les éléments « incontrôlables » du P.S.U.C. Des permissionnaires du front trouvent porteurs d'une arme sont assassinés. C'est ainsi que notre camarade Francisco Ferrer, petit-fils de Ferrer, en convalescence à Barcelone fut abattu sur la Rambla. Les arrestations et les assassinats se multiplient. Devant de telles provocations de nouveau les ouvriers occupent les barricades. De nouveau ils se rendent maîtres de la ville.

Les militants de la C.N.T. interviennent auprès de la Généralité et demandent à leurs camarades de poser les armes ; ils se rendent compte que le parti communiste veut les accueillir à une lutte générale où ils seraient vaincus. Ils ont confiance dans les masses prolétariennes, la lutte pour eux se pose ainsi : vaincre d'abord Franco et la tour de la bourgeoisie viendra ensuite.

La répression qui suivit fut féroce. Plus de 400 militaires des Jeunesse Libertaires, dont le secrétaire, notre camarade Martinez, furent assassinés. Les cadavres de nos ca-

mrades Barbéri et Berneri furent retrouvés quelques jours après, criblés de balles. Ils avaient été assassinés dans les locaux de la Guépina, police « incontrôlable » du parti communiste. Domingo Ascaso fut tué pendant la lutte.

La C.N.T., volontairement, quitta le contrôle de la frontière. Cette insurrection devait déterminer la chute du gouvernement Caballero qui se refusait à réprimer selon le désir des communistes, et de Moscou.

Le gouvernement Prieto-Negrín qui devait être le gouvernement de la victoire, se constitua. Il a été de défaite en défaite, tant du point de vue diplomatique que du point de vue militaire. Le rôle prépondérant du P.S.U.C. en Catalogne eut des effets désastreux. Les attaques contre les collectivités, et surtout le contrôle de la frontière, furent l'objet de leurs attaques. Ces provocations bolcheviques ont été aussi nuisibles à la lutte antifasciste que Franco lui-même qui doit plus d'une de ses victoires. Lorsque nos nacos parlent de la 5<sup>e</sup> colonne, c'est dans leurs rangs qu'elle a existé.

Le mécontentement s'étendait parmi les travailleurs catalans et chez les paysans aragonais. Pour ne pas rompre le front antifasciste et pour recevoir les armes russes indispensables pour vaincre, la C.N.T. s'est forcée de contenir la légitime colère des travailleurs et accepta d'abandonner certaines positions politiques. Les provocations redoublèrent, la révolte gronda dans toute la Catalogne.

Le soulèvement du 3 mai ne devait surprendre aucune personne au courant des événements d'Espagne.

L'attaque de la Centrale téléphonique fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Quelques jours avant nos camarades de Puigcerda avaient dû défendre leur contrôle de la frontière contre les attaques des forces du gouvernement. L'enervement de tous les esprits était à son comble, quand l'attaque de la Téléphonique se produisit.

Conduits par le communiste Rodriguez Sallas, commissaire général à l'ordre public, les gardes d'assaut voulaient occuper la Centrale téléphonique qui, depuis le 19 juillet, était sous le contrôle des organisations syndicales U.G.T.-C.N.T.

La nouvelle se répandit rapidement dans Barcelone. « On attaque la Telefonica ». La riposte fut aussi brutale qu'au 19 juillet.

Les faubourgs s'insurgent. Sans l'Hospitalet proclament le communisme libertaire.

Les ouvriers en armes quittent les usines.

Les rues de Barcelone se hérissent de barbelés, femmes, enfants, tout le monde arrachent les pavés, les entassent avec la science acquise dans maintes insurrections.

Le klaxon des rares voitures qui circulent encore scande, comme au 19 juillet, le rythme des syndicats C.N.T.-F.A.I. Le gouvernement catalan fait établir une mitrailleuse au faîte de la cathédrale, mais les mitrailleuses du Comité régional lui imposent rapidement silence. Il en est de même pour une mitrailleuse établie au siège du Syndicat de l'Alimentation de l'U.G.T.

L'Hôtel Colón, siège du parti communiste

est dominé par les mitrailleuses de la Téléphonique toujours aux mains des ouvriers.

Le gouvernement catalan ne peut sortir de la Généralité. Les milices de contrôle de la C.N.T. sont venues rejoindre les travailleurs

sur les barricades, elles sont les forces déterminantes de la victoire. Les ouvriers de Santander, après s'être rendus maîtres d'une caserne de gardes d'assaut se dirigent sur Barcelone. La F.A.I. et la C.N.T., à l'exception d'une partie du Paseo de Gracia et de quelques coins isolés, sont maîtresses de la ville. Les canons de Montjuïc sont entre leurs mains.

La situation est dramatique. La C.N.T.,

victorieuse à Barcelone et dans toute la Catalogne, va-t-elle entrer en lutte contre le reste de l'Espagne gouvernementale ? Les forces policières et les brigades restées fidèles au gouvernement vont-elles entrer en bataille contre les colonnes de la C.N.T. ? La désorganisation du front, la lutte entre les différents secteurs antifascistes, c'est la victoire rapide de Franco. Tant de sacrifices consentis, tant de victimes à pleurer, pour arriver à cette fin tragique, les militants responsables de la C.N.T. ne le veulent pas.

Ils savent que, victorieux en Catalogne,

ils ne pourront pas triompher de toutes les forces gouvernementales qui disposent des armes techniques, aviation, tanks, artillerie.

Ils ne veulent pas porter la responsabilité de la défaite. Dès les premières bagarres,

le comité régional est entré en pourparlers avec le gouvernement catalan pour faire cesser la lutte. Un accord est conclu. Les militants de la C.N.T. nos amis Garcia Oliver, Toryo, directeur du *Sol*, en particulier, adjurent leurs camarades de quitter les barricades.

La rage au cœur, mais disciplinés, les ouvriers regagnent leur usines. Le calme va se rétablir. Le désastre que craignaient les militants de la C.N.T. n'aura pas lieu.

Mais le parti communiste ne l'entend pas ainsi. Ils tremblent de peur la veille, et ses dirigeants veulent profiter de la situation pour liquider les conquêtes de juillet 36.

Des scènes ignobles se déroulent alors :

des militants des Jeunesse Libertaires sont abattus dans les rues par les éléments « incontrôlables » du P.S.U.C.

Des permissionnaires du front trouvent porteurs d'une arme sont assassinés. C'est ainsi que notre

camarade Francisco Ferrer, petit-fils de Ferrer, en convalescence à Barcelone fut abattu sur la Rambla.

Les arrestations et les assassinats se multiplient. Devant de telles provocations de nouveau les ouvriers

occupent les barricades. De nouveau ils se rendent maîtres de la ville.

Les militants de la C.N.T. interviennent

àuprès de la Généralité et demandent à

leurs camarades de poser les armes ; ils se

rendent compte que le parti communiste

veut les accueillir à une lutte générale où ils

seraient vaincus. Ils ont confiance dans

les masses prolétariennes, la lutte pour eux

se pose ainsi : vaincre d'abord Franco et

la tour de la bourgeoisie viendra ensuite.

La répression qui suivit fut féroce. Plus de

400 militaires des Jeunesse Libertaires,

dont le secrétaire, notre camarade Martinez,

furent assassinés. Les cadavres de nos ca-

mrades Barbéri et Berneri furent retrouves quelques jours après, criblés de balles.

Ils avaient été assassinés dans les locaux de la Guépina, police « incontrôlable » du parti communiste. Domingo Ascaso fut tué pendant la lutte.

La C.N.T., volontairement, quitta le

contrôle de la frontière. Cette insurrection

devait déterminer la chute du gouvernement

Caballero qui se refusait à réprimer selon

le désir des communistes, et de Moscou.

Le gouvernement Prieto-Negrín qui devait

être le gouvernement de la victoire, se

constitua. Il a été de défaite en défaite, tant

du point de vue diplomatique que du point

de vue militaire. Le rôle prépondérant du

P.S.U.C. en Catalogne eut des effets désas-

treux. Les attaques contre les collectivités,

et surtout le contrôle de la frontière, furent

l'objet de leurs attaques. Ces provocations

bolcheviques ont été aussi nuisibles à la

lutte antifasciste que Franco lui-même

qui doit plus d'une de ses victoires.

Le parti communiste, dont le secrétaire,

nos amis Martinez, furent assassinés. Les

cadavres de nos camarades Barbéri et

Berneri furent retrouvés quelques jours

après, criblés de balles.

Ils avaient été assassinés dans les locaux de la Guépina, police « incontrôlable » du parti communiste. Domingo Ascaso fut tué pendant la lutte.

La C.N.T., volontairement, quitta le

contrôle de la frontière. Cette insurrection

devait déterminer la chute du gouvernement

Caballero qui se refusait à réprimer selon

le désir des communistes, et de Moscou.

Le gouvernement Prieto-Negrín qui devait

être le gouvernement de la victoire, se

constitua. Il a été de défaite en défaite, tant

du point de vue diplomatique que du point

de vue militaire. Le rôle prépondérant du

P.S.U.C. en Catalogne eut des effets désas-

treux. Les attaques contre les collectivités,

et surtout le contrôle de la frontière, furent

l'objet de leurs attaques. Ces provocations

bolcheviques ont été aussi nuisibles à la

lutte antifasciste que Franco lui-même

qui doit plus d'une de ses victoires.

Le parti communiste, dont le secrétaire,

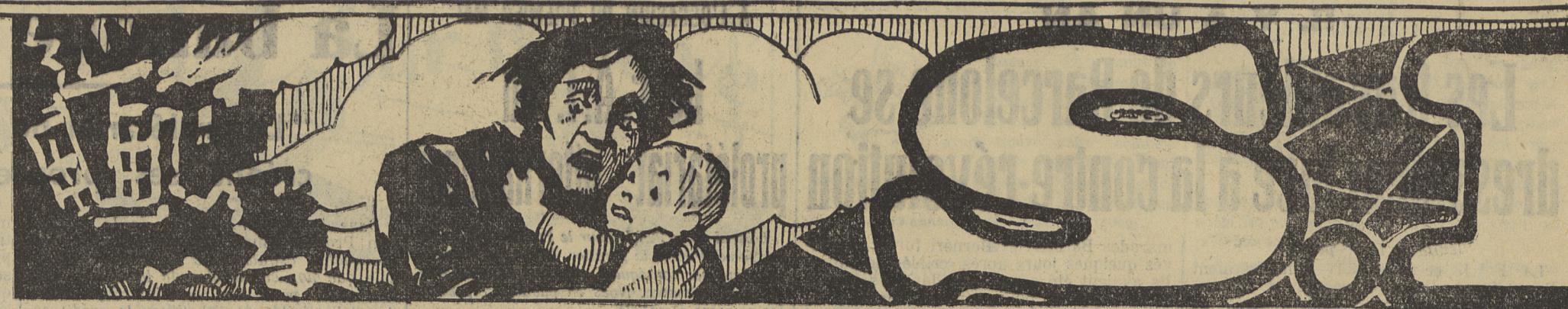
nos amis Martinez, furent assassinés. Les

cadavres de nos camarades Barbéri et

Berneri furent retrouvés quelques jours

après, criblés de balles.

Aucun salaire n'ayant été perdu ce 1<sup>er</sup> Mai, la C.G.T. agira prochainement en ordonnant que tous les syndiqués versent pour l'Espagne, cette semaine, leur paie d'une journée.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Fauchier 596-03

## Leur point de vue

Tout pour l'Espagne ! avons-nous dit encore la semaine dernière. C'est le point de vue également des militants de notre S.I.A. Il n'y a d'autre qu'à les lire pour s'en convaincre tout à fait.

Du camarade Thijon, de Longjumeau :

Je crois être seul à pouvoir aider votre S. I. A., mais voilà que je trouve des concours inattendus. Votre franc-parler, votre attitude nette plaisent beaucoup. Puis, vous êtes les amis de la C. N. I. et de la F. A. I., qui ont les sympathies des vrais révolutionnaires. Envoyez-moi à nouveau des cartes, des timbres, je sens maintenant que j'en pourrai faire un très bon usage.

Du camarade Jean Leconte, de Miramont (Gironde) :

Je vais faire mon possible pour mettre sur pied un centre de ravitaillement de la S. I. A. et agir contre les camarades de Brest ; j'espère avoir le même succès. Adressez-moi du matériel de propagande en assez nombreuse quantité.

Du camarade Casier, de Narbonne :

Je vous demande de vouloir m'envoyer 50 cartes, 150 timbres, ainsi que 50 insignes. Pour le matériel que vous m'avez fait parvenir dernièrement, je vous en expédierai le montant dès que les camarades des villages me régleront. Avez-vous encore des affiches, il m'en faudrait d'autres.

Du camarade Roussel, section d'Amiens :

Je vous règle une liste de souscription de 87 fr. ainsi que des timbres et des cartes ce qui donne à ce jour : 130 cartes payées et 500 timbres.

Du camarade Baril, de Beauvais :

Ci-joint 160 francs pour souscription, vente de cartes, timbres et brochures. Faites-moi tenir au plus vite tout le matériel de propagande que vous aurez à diffuser, surtout des affiches.

Du camarade Capacès, à Salies-du-Salat (Haute-Garonne) :

Deux mois pour vous dire que, malgré les difficultés, nous avons réussi à former une section S. I. A. J'espérons que nous arriverons à être plus nombreux puisque, les événements s'aggravent, il nous faut être plus forts pour soutenir nos camarades espagnols. Comptez sur nous pour agir.

De Bezombes, à Carcassonne :

Je vous envoie un mandat de 500 fr. en règlement de cartes et timbres. J'ai été malade mais ça va mieux et je vais me mettre à l'œuvre pour nos camarades d'Espagne.

Du camarade Froizal, de Dampierre :

Si les vaillants antifascistes espagnols avaient toujours eu des défenseurs comme vous ils n'en seraient pas où ils en sont, car la solidarité se serait faite plus active pour les aider. Votre dernière affiche, signée par des militants syndicalistes, m'a beaucoup facilité le recrutement pour S. I. A. Votre modestie, le fait de ne pas vous mettre en tire sur cette affiche vous amènera en général beaucoup d'adhérents si j'en juge par ce qui se passe dans mon coin.

Du copain Lefebvre, à La Grand'Combe :

J'ai reçu les affiches que je vais faire apposer. Je vous envoie 252 francs provenant des cotisations de la section. Faites-moi parvenir une dizaine de listes de souscription. Nous organiserons nos collectes les jours de marché et à la sortie des mineurs les jours de paix. Pour les combattants espagnols personnel ne recharge à verser.

De plusieurs camarades de Bordeaux, du copain Sanchez entre autres :

Bien sûr que nous allons coller les affiches, comme précédemment d'ailleurs. Aujourd'hui, cependant, nous vous déclarons Oui, l'œuvre de la S. I. A. est nécessaire indispensable. Elle est plus indispensable maintenant que jamais parce que notre ennemi commun se mettra plus manquant d'heure en heure. Pour la cause antifasciste espagnole et pour la S. I. A. nous faisons ici tout notre possible.

De Lozano, de Dordignes :

Je vous envoie une liste de souscription de 201 fr. 55. La quinzaine prochaine ce sera plus fort.

Du camarade Druhon, de Montluçon :

Vous avez dix fois, cent fois raison à S.I.A. et je suis bien tort de vous boudre au début. Envoyez-moi du matériel ; je vais me dépenser beaucoup, j'ai tellement perdu de temps.

Du camarade Casagrandi, de Cherchell (Algérie) :

Je vous adresse 115 fr. montant de 100 timbres et de 25 brochures. Il ne me reste plus de cartes et j'espère en placer encore. Il faut donc m'en envoyer d'autres, des timbres également. Les affiches ont été collées.

Du camarade Romuald, à Dernancourt (Somme) :

Vous trouverez ci-inclus le produit d'une collecte, soit 220 fr. et 140 francs vente de cartes et timbres. Envoyez-moi quelques listes de souscription, ainsi que des tract. Les socialistes me donnent un sérieux coup de main. Mais les communistes, à quelques exceptions près, nous tirent sans cesse dans le dos.

Du camarade Sommazzi, à Salon (Bouches-du-Rhône) :

## Le droit d'asile est mort

### Nous le ressusciterons

Le gouvernement Daladier, issu du Front Populaire, avait besoin des pleins pouvoirs afin, disait-il, de travailler sérieusement au relèvement financier de la France. Il les obtint par un vote unanime des Chambres, les parlementaires communistes et socialistes ayant mêlés leurs bulletins à ceux des pires réactionnaires.

Les résultats d'un pareil vote ne devaient pas se faire attendre longtemps. Et — sous prétexte sans doute de sauver la France du marasme économique — le satrape Sarraut vient de présenter à l'assemblée de ses complices du ministère un projet qui fera la honte de ce pays.

Un décret-loi, en effet, vient d'être promulgué qui annule ce qui restait encore du droit d'asile. S'il n'était pas rapporté, l'existence ne serait plus possible aux réfugiés politiques. Ceux-ci n'auraient le choix qu'entre le camp de concentration ou le suicide, qu'enrôle la vie sans dignité ou la mort.

D'après ce décret-loi, une certaine catégorie de proscrits — notre cher Berneri aurait été de ceux-là — ne pourront résider en France qu'en subissant le régime des condamnés de droit commun interdits de séjour.

D'après ce décret-loi, un réfugié politique qui aura été expulsé de France une fois, et que la pauvre vie inexorable du militaire l'y ramènera, encourra une peine d'emprisonnement de 1 an à 3 ans.

D'après ce décret-loi, toute personne qui aura donné asile à un proscrit politique risque de s'entendre condamnée à une année d'emprisonnement.

C'est là une législation des plus scélérates. Elle fait pâlir celle qui donne la jour aux lois de 1893-1894.

C'est une législation qui couvre d'opprobre les odieux politiciens qui l'ont imaginée.

C'est le bouquet du Front Populaire. C'est la grande ignominie de son règne.

Jamais depuis l'avènement de la République, une loi aussi abominale n'avait été conçue contre la liberté individuelle ; jamais des sanctions aussi inhumaines n'avaient été prises pour réduire des hommes déjà si malheureux.

Un gouvernement de Front Populaire, une Chambre de Front Populaire, un pays de Front Populaire, nous font regretter, par cette innombrable saloperie, les époques de pire réaction. Après avoir trahi les antifascistes qui luttent en Espagne, voilà qu'ils assènent le coup de grâce aux antifascistes vaincus des Etats totalitaires.

Mais laisserons-nous consumer semblable crime ?

Non !

L'infaime décret-loi sera abrogé. Le droit d'asile sera appliqué à nouveau sans aucune restriction.

Nous en prenons l'engagement.

Mais que chacun se serre autour de nous, « Français » et « étrangers », car le moment est grave.

Solidarité Internationale Antifasciste.

## Souscription de la S.I.A.

### CINQUIÈME LISTE

Liste numéro 1737, versée par Some-rais, 44 fr.; liste 201, v. par Clémenti Blas, 87 fr.; liste 207, v. par Volery, 30 francs; liste 210, v. par Tricor, 31 fr.; liste 2063 (Panhard), v. par Rasetti, 70 francs; liste 663, v. par Berthier, 80 fr.; liste 232, v. par Rouquier, 19 fr.; liste 230, v. par Hochu Meurant, 61 fr.; liste 230, v. par Hochu Meurant, 20 fr.; liste 2730 (sommes reçues au siège), 21 fr.; liste 754, v. par Soulier, 90 fr.; liste 2176, v. par H. Chirui, 36 fr.; liste 2176, v. par Robin, 44 fr.; listes 3017 et 3018, v. par la section La Grand'Combe, 400 fr.; liste 333, v. par Janier, 110 fr.; liste 2128, v. par Basson J., 38 fr. 50.

Liste numéro 1774, versée par Marc-éan Lefèvre, 267 fr.; Section de Brest : liste 221, 267 fr.; liste 228, 50 fr.; liste 236, 342 fr.; liste 233, 38 fr.; liste 233, 44 fr.; liste 232, 35 fr.; liste 220, 148 fr.; liste 2356, versée par Roche, 140 fr.; liste 236 v. par M. Gros, 25 fr.; liste 235, v. par M. Germain, 26 fr.; liste 237, 23 v. par Pauaud, 133 fr.; liste 767, v. par Mme 224 fr.; liste 768, v. par M. Pompes, v. par Mimile, 128 fr.; liste 234, v. par M. Jouot, 49 fr.; liste 2068, v. par Lesez, 34 fr.; liste 231, v. par Vercuyse, 100 francs; liste 3005, v. par Gilard, 144 fr.; liste 123, v. par Charles Nickler, 57 fr.; liste 943, v. par Lozano, 234 fr.; liste 231, v. par François, 110 fr.; liste 445, v. par Grandguillote, 10 fr.; liste 1956, v. par Villemur, 21 fr.

Liste numéro 2866, versée par Rebiere, 165 fr.; liste 2823 (Hispano), v. par Pla-net, 42 fr.; liste 2885, v. par Barbadoro, 50 fr.; liste 3094, v. par Gossé, 50 fr.; liste 314, v. par Berger, 35 fr.; liste 316 (Imprimerie Moderne, Montrouge), v. par M. Germain, 26 fr.; liste 317, 20 fr.; liste 311 (A.O.P.), v. par Grenier, 43 fr.; liste 3110, v. par Grenier, 190 fr.; liste 2034, v. par Ferragut, 56 fr.; liste 2117, v. par Jarry, 114 fr.; liste 3079 (Par-had), v. par Rasetti, 40 fr.; liste 2708, v. par Richard (Alger), 132 fr.; liste 2388 (rotativistes « Petit Parisien », service de jour), 141 fr.; liste 892, v. par Comeau, 71 fr.; liste 2538 (sommes reçues au siège), 365 fr. 75.

Liste numéro 2850, versée par R. Chenu, 66 fr.; liste 1232, v. par Simplex, 40 fr.; liste 1378, v. par David, 49 fr.; liste 2155, v. par Ruiz, 254 fr.; liste 215, v. par Ruiz, 254 fr.; liste 216, v. par Barachet, 45 fr.; liste 2805, v. par Frachsel, 88 fr.; liste 2111 (A.O.P.), v. par Grenier, 43 fr.; liste 3110, v. par Grenier, 190 fr.; liste 2034, v. par Ferragut, 56 fr.; liste 2117, v. par Jarry, 114 fr.; liste 3079 (Par-had), v. par Rasetti, 40 fr.; liste 2708, v. par Richard (Alger), 132 fr.; liste 2388 (rotativistes « Petit Parisien », service de jour), 141 fr.; liste 892, v. par Comeau, 71 fr.; liste 2538 (sommes reçues au siège), 365 fr. 75.

Liste numéro 2850, versée par Fromain Pierre, 9 fr.; liste 2104, v. par Degue, 7 fr.; liste 288, 56 fr.; liste 207, 45 fr.; liste 219, 94 fr.; liste 2355, v. par Charmant, 60 fr.; liste 3073, v. par D. S., Saint-Nazaire, 35 fr.; liste 3072, v. liste 3071 (Métro Pompe), v. par M. Mimile, 128 fr.; liste 2353, v. par Perrin 20 francs; liste 3088, versée par Lova, 185 fr.; liste 798, v. par Daudignac, 65 fr.; liste 2890, v. par un camarade de la Vallée de la Fensch, 183 fr.; liste 986, v. par Gruber, 121 fr.; liste 3013, v. par Rouquier, 76 fr.; liste 3009, v. par Rouquier, 163 fr.; liste 226, v. par Touchar, 45 francs; liste 2918 (Travailleurs municipaux), v. par Bournez, 67 fr.; liste 2393 (A.O.P.), v. par Grenier, 229 fr.; liste 2091 (A.O.P.), v. par Grenier, 229 fr.; liste 2900 (A.O.P.), v. par Grenier, 128 fr.; liste 2901 (A.O.P.), v. par Grenier, 229 fr.; liste 2902 (A.O.P.), v. par Grenier, 128 fr.; liste 2903 (A.O.P.), v. par Grenier, 128 fr.; liste 2904 (A.O.P.), v. par Grenier, 128 fr.; liste 2905 (A.O.P.), v. par Grenier, 128 fr.; liste 2906 (Section Brest), liste 230, 210 fr.; liste 219, 94 fr.; liste 2355, v. par Charmant, 60 fr.; liste 3073, v. par D. S., Saint-Nazaire, 35 fr.; liste 3072, v. liste 3071 (Métro Pompe), v. par M. Mimile, 128 fr.; liste 1530, v. par Mestre, 35 fr.; liste 1784, v. par Delorme, 37 fr.; liste 65, liste 2902, v. par Touzeau, 40 fr.; liste 2006 (section usine Bloch, Courbevoie), v. par Rousset, 37 fr.; liste 232, v. par Villain, 120 fr.; liste 227, v. par Paillard, 170 fr.; liste 2353, v. par Perrin 20 francs.

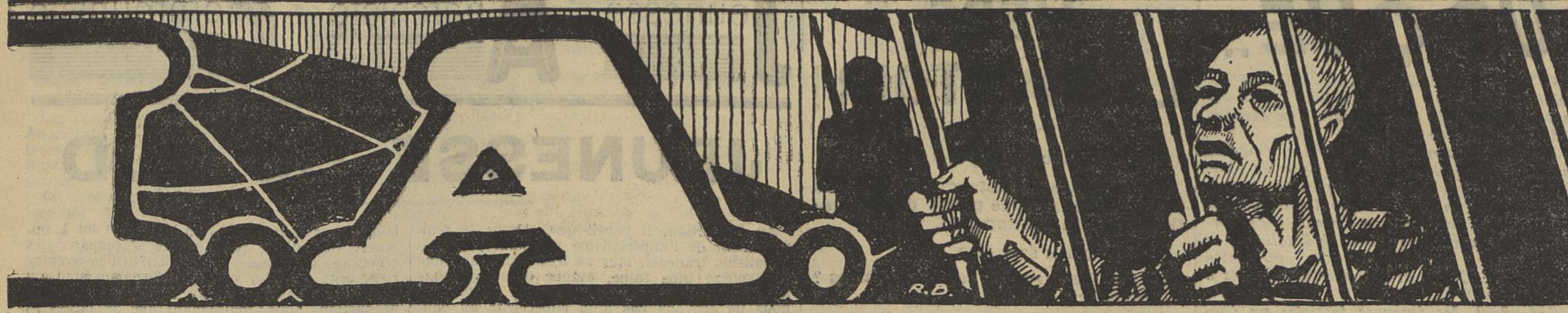
Derniers heures supplémentaires, 66 francs; Pradín, 20 fr.; Grumberg, 10 fr.; Brégeot, 10 fr.; Lafaille, 10 fr.; Collecte générale des Typos du 2 avril 1937, 100 fr.; quelques employés de la Poste, 100 francs ; Dubreuil, 60 fr.; quelques employés de la Poste, 100 francs ; Léger à Faverges, 4 fr.; La Coopérative « La Fraternelle », à Courson, versé par Estève, 100 fr.; collecte faite à une réunion syndicale à Tricot (Oise), v. par Bégin, 22 fr.; liste 20, v. collecte de Gibi-Rouge, 2 fr.; Section Brest, 38 fr.; Pinguet, 10 fr.; Mine Arnaud, 10 fr.; Mine Pineau, 10 fr.; Syndicat du Personnel de S.F.A. Lourdin, à Meaux, 100 fr.; Antoine Llano, 10 fr.; Sébastien Mallet, 22 fr.

Collecte réunie L.I.C.P. du 5 avril, 237 fr.; quelques ouvriers de S.I.A.M., 58 fr.; Jean Mattel, 100 fr.; Charbonnier, 100 fr.; Section Reims, v. par Loyot, 24 fr.; Garin, 10 fr.; Milleron, 50 fr.; Nicolas José, 30 fr.; quelques camarades, équipe J.E.U.N.E.S. de Marseille, 29 fr.; Barroso, 22 fr.; Les Amis de Rappel, 30 fr.; et florin, 83 fr.; Manu, 10 fr.; Bellano, 20 fr.; Martel, 10 fr.; Heullon, 5 francs; Candela, 120 fr.; Devry, 20 fr.; collecte conférences Sébastien Feure, St-Quentin, 144 fr.; Bohain, 121 fr.; Guise, 63 fr.; Michot, 20 fr.; Lamotte, 20 fr.; Mayonnaise, 10 fr.; T. R. Grenelle, 5 fr.

G. Javel, 20 fr.; Cordonnier, 10 fr.; Cordonnier, 10 fr.; Berger, 10 fr.; Boudet, 10 fr.; Hamant, 6 fr.; Paolini, 188 francs; Biulios, 100 fr.; la petite Monique, 10 fr.; Palossi, 15 fr.; R. Augier, 20 francs; Gossel, 10 fr.; Louis Paul, 10 fr.; 2 camarades des Auberges de la Jeunesse de Metz, versé par Goudy, 50 fr.; Jeunesse frontiste, Mantes-Gassioncourt, 75 francs; souscription versée par Malloches, à Feuquière, 55 fr.; Monique, 10 francs; Parisel, 200 fr.; les ouvriers de l'Institut Theranostique, 2 fr.; Beauperard, 188 fr.; P. Cardin, 15 fr.; Mine Pineau, 100 fr.; Rebiffé, 20 fr.; Cie Gé des Eaux (service des échéances), 35 fr.; Louis, 20 fr.; Euvard, 5 fr.

L. Louis, 20 fr.; H. Guérin, 15 fr.; André, 15 fr.; F. Falte et Jeanne Henry, 20 fr.; Fet A., 12 fr.; Marcel, 7 fr.; Marcel, 7 fr.; Section des Lilas (heures de travail), 120 fr.; Gérardine, 6 fr.; 25 fr.; R. Simmaeve, 60 fr.; R. Falte et Jeanne Henry, 20 fr.; Manovani E., 50 fr.; Manovani C., 50 fr.; Pettifray, 50 fr.; Richard, 50 fr.; Nicole Pomies de Baupré, 50 fr.; François, 200 francs; quelques syndicats de l'aviation, 8,400 fr.

Comité antifasciste espagnol de Carpentras, 100 fr.; les femmes espagnoles de Carpentras, 400 fr.; Mine Pineau, 10 fr.; Gralias, 100 fr.; collecte S. Gentilly, 22 fr.; 50 francs; Farsy Albert, 40 fr.; R. Meunier, 15 fr.; Mallet, 35 fr.; J. Vela, 42 fr.; G. B. 100 fr.; A. Lanoux, 6 fr.; 50 fr.; Tellechac, 42 fr.; 50 fr.; Guérard, 30 fr.; B. Delié, 250 francs; C.I.D.A., Bruxelles, versé par Hem Day, 212 fr.; J. S. à Grasse, 150 fr.; Mauricette, 20 fr.; Danté Corradini, 30 francs; Yvonne Rodolphe, 100 fr.; Tarijs Edmond, 100



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Fauchier 596-03

## La ayuda Internacional

Hemos publicado en el número anterior un elocuente llamamiento hecho por la sección española de la S.I.A. a fin de concitar una ayuda más decidida para con la España antifascista. En este llamamiento, retenemos una cosa que tiene, a juicio nuestro, un valor indudable, no tanto por la eficacia que pueda rendir su anunciamiento en tan breves líneas, sino por la postura que implica.

La sección española de la S.I.A. declara que se dirige a los pueblos, y no a los Estados ni a los gobiernos, porque éstos son insensibles al dolor de España, o son cómplices de los atacantes, aun cuando se llamen demócratas.

Esta actitud es la única sensata, la única que debería haberse tomado desde hace tiempo, o que debería haberse puesto en primer lugar.

Es, en efecto, una candidez, para no decir más, esperar que los gobiernos, por demócratas que se llamen, van a ayudar a que venza en España una revolución social. O una semi-revolución, que implicaría, en el peor de los casos, la aplicación del pacto firmado entre la U.G.T. y la C.N.T., pacto que de cualquier modo significaría la desaparición del capitalismo, y la planificación de una economía estatal-sindical-cooperativa-colectivista.

El capitalismo internacional, los gobernantes, demócratas o autoritarios, no son necios. Ellos saben perfectamente tomar una posición a pesar de las apariencias. No les importa que sea únicamente el Estado, o los sindicatos, o las colectivizaciones industriales y agrarias los que eliminen el actual sistema de explotación del hombre por el hombre.

Ven el hecho de la expropiación, y no lo quieren, porque esto representa el peligro de que un nuevo concepto de la organización social se propague a los pueblos, revelando lo trasnochado de tantos puntos de vista.

Es a los pueblos a los cuales debía haberse dirigido la propaganda. A los pueblos, moviéndoles a la acción, para que ejercieran sobre los gobiernos la presión necesaria. Los pobres diablos que creyeron, mediante conversaciones particulares, convencer a Blum y a los demás prohombres de la política de éste y otros países, han engañado, por insuficiencia mental, a los que depositaron en ellos su confianza.

Si hubiese sabido tomar este camino desde el principio, tal vez la situación sería hoy distinta. En todo caso, era la única forma de lograr algo. El « acierto » de la táctica diplomática se está viendo.

Tenemos ahora un poco de esperanza ante lo que están haciendo las Trade-Unions inglesas. Se ha podido leer en la prensa que en una conferencia recientemente celebrada en Londres, asistieron más de mil delegados representantes de toda clase de entidades, incluso de ciertas tendencias conservadoras.

Al mismo tiempo, varias entidades sindicales, entre las cuales la Federación local de sindicatos ingleses y la de los metalúrgicos, han manifestado su voluntad de acción. Esta última, sobre todo, ha declarado estar dispuesta a intensificar la fabricación de armamentos, a condición de que se abastezca a la España republicana.

Ahora, los delegados de la Federación minera de Gran Bretaña acaban de decidir por unanimidad la celebración de una reunión extraordinaria de las Trade Unions, a fin de obligar al gobierno a modificar su política exterior, especialmente en lo que se refiere a la no-intervención.»

La resolución adoptada protesta igualmente contra la actitud tomada por el gobierno para con nosotros, y lo hace en términos muy energicos.

Lo que más nos interesa, es esta decisión de entrar en el terreno de

la presión directa para « obligar » a que se cambie de actitud.

Esto y los demás medios propuestos en el manifiesto de que hablamos al principio de este artículo, constituyen nuestra única vía de salvación.

Sólo el apoyo del proletariado puede salvarnos. Entre el fascismo y una semi-revolución, las naciones capitalistas preferirán siempre al fascismo. El argumento del peligro que representa el establecimiento de fuerzas extranjeras enemigas sobre sus fronteras podría mover a determinados sectores de la opinión patriótica, a patrioteria, a apoyarnos circunstancialmente. Pero los banqueros ingleses esperan adueñarse de la situación española después del triunfo de Franco. Y no temen la amenaza.

Se sabe que el patriotismo es cosa más que relativa en las clases privilegiadas. Preferirán siempre someterse por cierto tiempo a otras naciones antes que ser desalojados por el pueblo, y desaparecer del mapa social. Incluso los que piensan en las fronteras piensan también en estotro, y constituyen, de cualquier modo, una minoría.

La acción del proletariado. Si se la hubiera provocado, internacionalmente, desde los primeros momentos, si se hubiese procurado reunir a las fuerzas obreras e intelectuales antifascistas libres, sin duda los resultados serían más positivos. La « habilidad diplomática » no podía, no puede más que hacer reír a nuestros enemigos y dejarles la libertad de ahogarnos, con diplomacia y sin ella.

### Antifascismo dudosos

Los que, desde hace varios meses, se han puesto a combatir la S.I.A. francesa, la misma de la acción de los Comités antifascistas españoles constituidos en este país, pero independientes de la tutela de Moscú, siguen su labor.

Siguen babeando, insultando, calumniando. No es de extrañar, porque ni el olmo da peras, ni el safo distila perfume de rosa. Pero no deja de ser triste, y más que triste, innoble, que en tales circunstancias, cuando la situación española es tan grave, no se sepa arriar la bandera del partidismo, y se ponga ante todo los intereses mezquinos de banderías.

El el pasado número de este periódico, se ha podido leer, en la página francesa, que para la celebración de un congreso del Socorro Rojo, los stalinianos españoles habían anunciado la participación de militantes destacados de la C.N.T. : Vázquez, Antonia, Federica Montseny entre otros.

Si esos militantes libertarios hubiesen asistido, esto habría servido de argumentos a los que aquí afirman que la C.N.T. está en desacuerdo con la S.I.A., a fin de debilitar a esta entidad.

Pero ¿por qué se obstinan en debilitar así? ¿Por qué combaten su labor? ¿Por qué la calumnian, afirmando que no cuenta con el apoyo de los hombres que la patrocinan, que no cuenta con la adhesión de la C.N.T. y de la F.A.I., que los que la patrocinan son unos reactionarios, y en fin, que no comemos el dinero, que llega en forma de suscripción, o de cuotas?

¿Por qué tantas mentiras y falsoedades? ¿Por qué seguir arrancando los carteles, como el último que ha sido pagado con la firma de tantas personalidades del movimiento sindical francés? ¿Por qué sabotear todo lo que no sea la propia obra?

Porque, pese a cuanto se diga, no se siente la causa de España, porque únicamente ella sirve de banderín de enganche, porque sólo preocupa, a través de la ayuda aportada con bombos y platillos, hacerse cartel para ganar elecciones, conquistar a los tonos, robustecer la propia posición a costa de los demás.

La ayuda a España es un pretexto. Solo se quiere explotar el sentimiento popular hacia la causa antifascista española para fines de partido. Ya lo sabíamos, pero es necesario repetirlo. Que vayan informándose los que aún tienen puesta la venda en los ojos.

Que deberían haber desigualdad en el sa-

## Notas desde España

### LOS « NECESITADOS »

Ciertamente me parece muy bien lo que está haciendo la S.I.A. Lo he apoyado en este periódico desde mis primeros artículos; y creo que todo el mundo debe seguir apoyándolo. Nunca se recomienda bastante, a los antifascistas de todos los países, aportar su concierto a esta institución cuya utilidad se ha revelado por la amplitud formidante que ha tomado su desarrollo.

Con todo hay ciertas cosas que no debería hacer. No quiero decir que podamos reprocharle que las haga, muy al contrario. Pero podemos reprocharlo a quienes tienen en manos la situación de España, y se han impuesto a todo el mundo, en calidad de gobernantes, « para mejor ordenar el país y asegurar la victoria ».

Nos parece bien, incluso indispensable, que S.I.A. y otras orga-

naciones antifascistas que pueden animar al combate a la gran masa de los combatientes. Son los hechos. Es la seguridad de que se lucha por un poco más de justicia, de justicia verdadera, y en los hechos, no de derechos teóricos que nada son con relación al hambre cotidiana.

El mantenimiento de la desigualdad social no augura nada bueno. Sobre todo después de veintiún meses de combates. Pues, aun en la guerra pasada, sin derrocarnos privilegios fundamentales, los Estados capitalistas supieron racionar a todos por igual, y en Francia, en Alemania, en Austria, etc., nadie podía comer más que otro,

## El cerco a España y la S.I.A.

No es la diplomacia, no son los gobiernos los que ayudarán a la España antifascista.

Esperarlo es de necios.

Sólo la ayuda proletaria internacional puede salvarnos.

PERO ESTA AYUDA DEBE SER SUSCITADA.

Comprendiendo nuestros diplomáticos de toda laya.

Las conversaciones de Londres han terminado. El gobierno francés y el gobierno inglés han llegado a un acuerdo que es comentado en todas las cancillerías, en toda la prensa internacional.

Se ha resucitado, más fuerte que nunca, la « entente cordiale ». Más fuerte, porque se llega a establecer acuerdos militares que se han de aplicar inmediatamente, por medio de la combinación de esfuerzos entre Francia e Inglaterra. Las opiniones generales coinciden en que esta alianza evitará un ataque de Alemania, que encontrará frente a sí al poderoso bloque franco-inglés, al cual se añadirán, es indudable, Rusia y los Estados Unidos.

Pero se han olvidado ciertas cosas. Entre ellas, la cuestión de China, de Checoslovaquia, y de España. Esto se deja al margen. Para esas grandes naciones, las pequeñas, o las más rezagadas no cuentan. Tienen derecho a ser sacrificadas en la boca de los enemigos a los cuales es preciso dar un hueso, o la carne ajena para que pierdan las ganas de prenderse a la propia.

En el reciente pacto italo-inglés, ya el sacrificio de España era una cosa visible. Inglaterra dejaba a Mussolini las manos libres en la península ibérica. Se las dejaba por dos razones: porque tiene interés en que vaya desgastando, y arruina cada vez más a su país, con los gastos que la campaña lo ocasiona. Y porque es preciso darle esta satisfacción para que él haga su vez concesiones a la Alibón destinada que se ve amenazada en el Mediterráneo.

Ahora ha venido ratificar esta posición el pacto franco-inglés, ya el sacrificio de España era una cosa visible. Inglaterra dejaba a Mussolini las manos libres en la península ibérica. Se las dejaba por dos razones: porque tiene interés en que vaya desgastando, y arruina cada vez más a su país, con los gastos que la campaña lo ocasiona. Y porque es preciso darle esta satisfacción para que él haga su vez concesiones a la Alibón destinada que se ve amenazada en el Mediterráneo.

Lo que entraña en este pacto, es ver que Francia ha cedido a las exigencias inglesas. Hubo momentos en que parecía que la política francesa iba a inclinarse abiertamente en favor nuestro. No por afinidad espiritual o social, desde luego, pero por necesidades militares del porvenir. Algunos ministros han hablado seriamente, en determinadas ocasiones, de intervenir en forma efectiva. Aun cuando esta intervención no se produzca, el deseo de hacerla traducía, por lo menos, un estado de espíritu alertador.

Todo esto ha desaparecido. El hombre que tiene fama de tener más carácter entre los políticos franceses, y que preside el actual gobierno, renuncia a apoyarnos. El precio de la alianza anglo-francesa, es el sacrificio de España a manos de sus verdugos.

Negar que esto agrava nuestra situación sería vano. Nunca ha sido tan grave como ahora. Y yo no creo en lo que dice nuestra prensa hispana, que es siempre de un optimismo un poco pueril y muy dañino, cuando repite, como hacia hace poco nuestro gran director de Barcelona, que el tiempo trabaja para nosotros.

El tiempo ha trabajado contra nosotros. Los hechos están ahí para convencernos, por mucho que nos duela. Y el tiempo ha trabajado contra nosotros porque hemos creído demasiado en fórmulas de este juez, en afirmaciones abstractas que pueden satisfacer e inspirar confianza a los que no piensan, pero que no tienen la menor eficacia en el desarrollo de los combates.

Para que el tiempo trabaje por nosotros, es preciso que trabajemos nosotros por nosotros mismos. El tiempo de por sí, no hace nada. Hacen los hombres, su voluntad, sus esfuerzos, su actividad. Lo demás es entregarse a fantasmagorías detrás de las cuales

acaba por aparecer el cuchillo del verdugo.

No creo que todo esté todavía perdido. No lo creo porque, a pesar de todo, de las apariencias y de ciertas realidades, hay otras realidades no siempre aparentes, que militan aun en favor nuestro. Pero, para que los cursos que puedan prestarse vengan, o sigan viéndose, debemos dar la sensación de que somos capaces de defendernos, de actuar con eficacia, con método, con energía.

Es todavía en nosotros donde residén las mayores probabilidades. Es en nosotros si sabemos extraer de nuestras posibilidades todo el rendimiento posible, e inspirar confianza a los que son susceptibles de ayudarnos, por una razón o por otra.

En este labor, los que habitamos en el extranjero, tenemos también nuestro papel que cumplir. Tenemos que apoyar la ayuda que requieren las circunstancias y que es posible cuando se tiene voluntad. Cada cual ha de cumplir su deber, por sí solo, sin escudarse detrás de los demás, sin esperar, como es demasiado común, que los otros hagan. Porque todos esperan, y pocos son los que hacen en realidad.

Los efectos del cerco a España pueden ser aminoradas por nosotros. Deberemos, S.I.A. se esfuerza para conseguirlo. Ayudémosla en su labor esforzada. Luchemos. En la diplomacia internacional se ayuda a los fuertes. Los débiles son despreciados. La ley darwiniana de la lucha por la existencia y del triunfo de los más aptos es verdad en las relaciones entre las naciones.

Pero la fuerza de los pueblos depende de su espíritu, el cual se manifiesta en la organización, la acción diaria, el sacrificio. Si somos capaces de demostrar semejante espíritu, todavía podemos esperar. Tengamos tenacidad, sepamos perseverar. Hagamos aquí, en Francia, y que otros hagan en otras naciones, cuanto debemos, lo que nos corresponde. Al bloqueo de la diplomacia, opongamos nuestra solidaridad internacional, y suscitemos la de los otros. En este duelo, la Solidaridad Internacional Antifascista debe procurar vencer la solidaridad capitalista.

Chamberlain y la clase que él defiende pueden ser un derrotados. Pero lo serán a condición de que separen dar, continuamente, sin vacilar, como los combatientes dan, sin vacilar también, hasta la última gota de sangre.

DR PABLO TENAZ.

## El éxito de un festival

Organizado por el Comité Regional del Sena y auspiciado por la S.I.A., tuvo lugar, el sábado 30 de abril, el festival que había sido anunciado.

El local estaba totalmente lleno de un público entusiasta, que en todo momento demostró su gran interés por las sucesivas representaciones y los diversos cuadros que desfilaron.

Se proyectó por primera vez en Francia la película llena de emoción y palpitante realidad « Aurora de Esperanza ». Durante hora y media, la concurrencia siguió atentamente el desarrollo de esta obra hecha por el Sindicato de Espectáculos Públicos, de Barcelona.

Luego, varios artistas de grandes teatros prestaron su concurso. Aprovechamos la ocasión para agradecerlos una vez más.

Al final, los incansables compañeros del Grupo Artístico Cultura Popular interpretaron el sainete « Diplomacia nacarena », que encantó a los espectadores.

El festival terminó entonces, dejando en la concurrencia el deseo de asistir pronto a otro, tan acertadamente organizado. Es de desear que así suceda.

SERRANO.



# La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militier à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10<sup>e</sup>, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

**REGION PARISIENNE**

III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> arr., XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et Boulogne-Billancourt, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Blan-Mesnil, Bondy, Champigny, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas,

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montreuil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontault, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valentin, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villevaudé, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

**PROVINCE**

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Cassonne, Chambéry, Coueron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-local de la Thiérache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Mauneige, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand'Combe, Reims, Sisteron, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréjus, Chauvigny, Toulon, Saint-Gilles.

**GROUPES J. A. C.**

**REGION PARISIENNE**

I<sup>e</sup> et II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montrouge, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

**PROVINCE**

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

## PARIS-BANLIEUE

**PARIS-XX**

Nous avons la joie de vous informer que l'Union des groupes de la région parisienne a été créée. Nous vous invitons à nous rejoindre pour participer à la révolution sociale et politique.

Le Sous-Groupe.

**COURBEVOIE-LA GARENNE**

C'est le 27 avril, à 20 h. 30, que s'est tenue à Courbevoie une réunion organisée par le groupe anarchiste sur le sujet : « La guerre est à nos portes ». Barzangette, premier orateur inscrit, nous a fait faire un tour d'Europe parlant de la situation politique, sociale et économique de chaque pays constituant ce continent. La guerre, les traités de paix, les révoltes, l'avènement du fascisme et l'invasion par celui-ci de la péninsule ibérique, la résistance farouche du peuple espagnol sous l'impulsion de la C.N.T.-F.A.I., la trahison des Etats démocratiques et l'asservissement des partis politiques formèrent un exposé sincère et clair qui fut très écouter et très apprécié. Notre camarade Le Mellour qui lui succéda, par ses sarcasmes et son ironie

réappela à l'auditoire certain moment d'histoire. Deux auditeurs, un communiste et un socialiste, posèrent aux orateurs quelques questions et, après réponses à celles-ci, la séance fut levée.

Le soir, jeudi 5 mai, à 20 h. 30, réunion du groupe, 7, avenue Marceau, à Courbevoie. Le secrétaire et le trésorier sont spécialement conviés pour mettre les adhérents du groupe au courant de la gestion de celui-ci. Ordre du jour important.

**SECTEUR COLOMBES**

La réunion constitutive du Secteur de Colombes, aura lieu le mardi 10 mai, à 21 h. précises, salle du Chalet-du-Cycle, boulevard Valmy, à Colombes.

Les adhérents des groupes d'Asnières, Courbevoie, Gennevilliers et Argenteuil devront être présents à cette assemblée.

### SOIREE ARTISTIQUE suivie de bal de nuit

au Chalet du Cycle, boul. Valmy, samedi 7 mai à 20 h. 30. Concert et bal : 5 francs.

Au programme :

JEANNE MADYS, ROGER CHRISTIAN, FÉLIX GIBERT, PAULE SANDRA, MUSSETTE FIGARO, LE CLUB DES PETITS CHANTEURS, ALICE NOGUET, premier prix de chant au concours international de Vienne, H. GUERIN, C. D'AVRAY.

On trouve des billets au Chalet du Cycle, boul. Valmy.

### KREMLIN-BICETRE

Nous ne voudrions pas polémiquer avec des menteurs, mais cependant il nous faut relever les insanités contenues dans « Front Rouge » du 29 avril, sous ce titre : « Sur le marché de Bicêtre, des provocateurs insultent notre presse ». Nous ferons d'abord remarquer au provocateur anonyme qui a fait l'article que nous n'avons jamais provoqué personne et que nous laissons cette façon d'agir à certains de leur vendeur, auquel du reste nous répondons chaleureusement.

Quant à nous nous signifions la bêtise. Quant à vouloir empêcher la vente de « Front Rouge » et de « L'Humanité », loin de nous cette pensée ; nous sommes trop démocratiques pour cela, et, du reste, un pareil fait ne pourra qu'ajouter à notre propagande. Nous sommes trop heureux que soient diffusés des articles comme celui que je signale, car ils servent à déclarer les camarades sur votre triste mentalité, et à les inciter à rejoindre le groupe anarchiste de Bicêtre, qui se réunit tous les vendredis à 8 h. 30, salle du bas de la mairie de Bicêtre. Nous les y recevrons en toute camaraderie. — V. Castella.

### ORLY

Un exemple des méfaits de la main tendue

Un camarade ayant eu le malheur de perdre son pari et étant chômeur n'avait pas les fonds nécessaires pour les obsèques.

La commune (il lui était impossible de faire autrement) fournit le convoi, mais trois semaines après le garde champêtre signifiait au co-pain d'avoir à s'acquitter de sa dette (65 fr.).

Il s'en fut trouver le maire, fort de son droit, demander du travail, puisque l'année dernière, les chômeurs faisaient 12 jours à la commune (en les demandant poliment à M. Battu, le fermement on ne le considère pas comme une organisation fictive). Nombreux sont les jeunes qui sympathisent, qui exercent l'autorité, qui se cabrent devant la guerre qui vient, haineusement sanglante et que nous ne ferons pas. Il faut qu'ils sachent que notre mouvement les attend, leur réserve des lâches, leur propose des buts précis, des armes incomparables, des tracts à même la vie, à même l'action. A l'U. A. C. A. C., nous avons constamment les pieds dans la terre, nous n'avons pas d'illusions, nous vibrons mais nous comparons, parce qu'il le faut, les sommets idéologiques aux ingrates réalités. Malgré tout le fiel de ceux qui ne savent que parler, nous avons conscience d'être dans la bonne voie, d'y faire du bon travail. Aux jeunes lyonnais qui lisent ce journal, qui apprécient sa sérieuse tenue, nous demandons de ne plus rester

à la guerre.

M. le maire, naco de première zone, lui répondit textuellement : « La guerre est à nos chômeurs, mais nous ne gardons que les courageux ». Le camarade n'a jamais travaillé à la commune, mais il a été nommé à la guerre et n'a rien compris à ce qu'il se passe.

M. le maire, naco de première zone, lui répondit textuellement : « La guerre est à nos chômeurs, mais nous ne gardons que les courageux ». Le camarade n'a jamais travaillé à la commune, mais il a été nommé à la guerre et n'a rien compris à ce qu'il se passe.

Le camarade n'a jamais travaillé à la commune, mais il a été nommé à la guerre et n'a rien compris à ce qu'il se passe.

Que chacun y réfléchisse et l'on verrà quel y a autre chose à faire que de se lamenter en acceptant l'autorité officielle.

FRANCOIS ROSE.

**COMMUNICATIONS DIVERSES**

♦ Ligue Internationale des Combattants de la Paix (Secteur Paris-Rive Gauche). — Grande réunion le mercredi 11 mai, à 20 h. 45, dans la grande salle du Café Bel'Air, 32, avenue du Maine, métro Bienvenue, face de la Gare Montparnasse.

Le camarade Laugier nous exposera Les défenses militaires conduisant au fascisme.

Invitation cordiale à tous.

## Le coin des chômeurs

### CHOMEURS A L'ACTION

La semaine dernière un communiqué de l'Union des Syndicats de la région parisienne indiquait aux chômeurs qu'ils devaient participer à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai en entrant dans le cortège avec leur corporation respective. Des pancartes leur seront distribuées indiquant les différentes revendications intéressantes des exclus du travail.

On ne peut mieux se moquer de nous, camarades chômeurs.

Comme vous réclamez du travail, vous seriez occupés pendant quelques heures à porter des pancartes ; ça vous proménera et ça vous donnera de l'espoir. C'est déjà pas mal, en attendant du pain pour vos gosses.

Mais comme si cela n'était pas suffisant que les manifestants soient tenus d'aller se cacher dans le bois, on a pensé qu'il fallait encore venir dissimuler dans la foule, de façon qu'il n'y ait aucune distinction entre un chômeur et un travailleur, surtout que ces messieurs les grands responsables politico-syndicalistes, qui ont une part de responsabilité dans le retard apporté à l'amélioration de notre situation, ne tiennent plus que les pouvoirs publics à voir devant leurs yeux le spectacle massif de la misère ni d'entendre les cris de colère de ceux qui soutiennent leur mauvaise administration.

Que chacun y réfléchisse et l'on verrà quel y a autre chose à faire que de se lamenter en acceptant l'autorité officielle.

FRANCOIS ROSE.

### REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

#### Paris III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> JEUDI 5

A 20 h. 30, 44, rue des Archives, Café de l'Homme Armé.

L'ETAT, LA PATRIE, LA GUERRE

Orateur : Pierre Maurelle.

Fontenay-s.-Bois 216, rue des Moulins, à 20 h. 30.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Vintrigner, Servant, Frémont.

Paris XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> LE MOUVEMENT SYNDICAL

Orateurs : Deux copains du groupe.

Paris IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Par un copain du groupe.

Aulnay-s.-Bois VENDREDI 6

Salle Zimmer, à 20 h. 30.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Gourdin, Barzangette, Frémont.

COMMUNICATIONS DIVERSES

♦ Ligue Internationale des Combattants de la Paix (Secteur Paris-Rive Gauche). — Grande réunion le mercredi 11 mai, à 20 h. 45, dans la grande salle du Café Bel'Air, 32, avenue du Maine, métro Bienvenue, face de la Gare Montparnasse.

Le camarade Laugier nous exposera Les défenses militaires conduisant au fascisme.

Invitation cordiale à tous.

*Je m'abonne au "libertaire"*

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit ..... francs,

Signature :

à partir du .....

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Écrire lisiblement.

FRENCE ..... ETRANGER ..... NOM (2) .....

ADRESSE .....

VILLE .....

DEPARTEMENT .....

### VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Triste premier mai

Les compagnons anarchistes de la région étaient donc rendez-vous le samedi 30 avril, pour la manifestation avancée d'un jour, on ne sait trop pourquoi. A 13 h. 30, un cortège sortit de la mairie et se mit tristement en marche sous la pluie. Jamais de mémoire d'aucun n'avait assisté à une manifestation aussi morne. On était lenthousiasme de 1937 ?

Pas un chant, pas un cri ! Si nous n'avions pas été là, on se serait cru à un enterrement. Les anars, heureusement ont vigoureusement manifesté, acclamant l'anarchie, l'action directe, consignant les deux ans et l'union sacrée, et notre noire bannière de révolte a obtenu un beau succès, et nous nous sommes attiré la sympathie de beaucoup d'ouvriers qui nous connaissaient pas. Au lieu d'aller écouter les discours creux des bonzes, nous avons terminé la petite manifestation dans un café, ou des copains nous ont chanté la bonne chanson libertaire. Bonne journée de propagande.

### SECTEUR SUD

La réunion constitutive du Secteur Sud, aura lieu le vendredi 4 mai, à 21 heures précises, salle du bas de la Mairie de Bicêtre. Les adhérents des groupes de Paris 13<sup>e</sup>, Gentilly, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montreuil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontault, Le Pré-Saint-Gervais.

On trouve des billets au Chalet du Cycle, boul. Valmy, à 20 h. 30, réunion ordinaire du groupe de l'U.A., à 20 h. 30, 212, rue de Crémieu, adhésions, cotisations, etc.

Samedi 6 mai, à 20 h. 30, causerie par le camarade Laudry sur « Révolte et anarchie ». Appel est fait aux sympathisants.

Le drapeau noir dans les rues de Lyon

D'ordinaire les camarades de l'U.A. défilent le 1<sup>er</sup> mai dans les groupes formés par leurs syndicats respectifs, cette journée n'étant pas celle des différents partis politiques ou idéologiques, mais celle du syndicalisme ouvrier, en général au-dessus des tendances.

Cette année, considérant qu'il nous était impossible de nous solidariser avec ceux qui ne savent que brasser : « Thorez au pouvoir ! », tenant compte également que des drapeaux tricolores se mêlaient aux drapeaux rouges portant, nous avons décidé de former un groupe noir dans le cortège, derrière le drapeau noir des organisations lyonnaises de l'Union Anarchiste. Plus de cent personnes, ouvriers sympathisants, dont quelques copains de la C.G.T.R., se joignent à nous et font le long de la traversée de la ville, nous fêterons nos révoltes révolutionnaires.

Le 1<sup>er</sup> mai, nous étions visés. Gare

**Un disparu :**

**Le plan  
de la  
C. G. T.**

**L'aspect constructif  
du syndicalisme  
révolutionnaire**

De temps à autre il est bon que nous cessions de critiquer les régimes bourgeois, les gouvernements, le réformisme, l'opportunisme et la nefaste politique des partis, pour présenter le côté constructif du syndicalisme révolutionnaire. Ceci nous est d'autant plus facile que les syndicalistes espagnols viennent de toute aventure politicienne ont su prendre l'économie en mains et construire un monde social nouveau.

Il n'est que trop évident que la grande majorité des prolétaires français sont dans l'ignorance la plus crasse de ce qu'il peut être réalisé contre-Printemps dans le cadre syndical pour la bonne raison que les politiciens de gauche s'appliquent le moins à faire tout ce qui a été construit, pour la plus grande gloire du socialisme autoritaire.

Naturellement en France les leaders des partis prolétariens ont prêté main-forte à leurs collègues espagnols, en exigeant la politique du silence. Donc, inutile de chercher dans "L'Huma" ou le "Popu" une seule ligne se rapportant aux réalisations syndicales de l'Espagne Républicaine.

Certes, l'œuvre syndicaliste de nos camarades Catalans, Aragonais ou de Valence n'est pas parfaite, mais elle est suffisamment riche d'avoir pour qu'on n'éprouve l'imperatif besoin de la droite à la gauche, de l'étoffer.

Est-ce qu'en France la même expérience pourrait être tentée ? A vrai dire les effets de la C. G. T. n'y sont guère préparés, habitués qu'ils sont à pratiquer une lutte de pure défense, emmêlé d'ailleurs de honteux abandons.

Le syndicalisme révolutionnaire a fleuri en France avant la guerre mais la C.G.T. rouge ne groupait alors qu'une petite minorité de travailleurs et le reste du prolétariat vagissait dans le parti socialiste de l'époque dont on connaît la douce titilleur.

Par exemple il est beaucoup question d'un certain plan de la C. G. T. Il apporterait des changements de structure organique et par cela même maintiendrait le cadre général du capitalisme devenu en grande partie étatique.

Ce n'est évidemment pas cela que nous voulons. L'organisation de la C. G. T. actuelle est

**C.G.T. LIBRE !** **C.G.T. LIBRE**

suffisamment poussée (nous sommes cependant de fortes critiques quant à sa hiérarchisation et à ses modalités de mandatement) pour permettre l'instauration de la République syndicaliste libertaire dont le schéma se présente ainsi :

Assemblées rurales des paysans ; assemblées locales ou de quartiers, des travailleurs urbains. Conseils municipaux composés de délégués des syndicats.

Conseils d'entreprises rurales et urbaines qu'il s'agit d'exploitations collectives ou d'exploitation soumises au contrôle syndical.

Conseils de coordination régionales et interrégionales.

Fédérations syndicales de collectivités à tous les degrés économiques géographiques (une organisation de ce genre existait au moyen-âge : hanves, ghîdes, associations de marchands).

Les délégués qui n'auraient aucune fonction autoritaire, mais seraient chargés d'exécuter un mandat précis (mandat impératif) préalablement discuté et décidé en assemblées générales ou en conseils élus seraient revocables à tout instant et leur démission arriverait en général dans deux semaines.

Avec une telle organisation fini le capitalisme bourgeois, écarté la menace de capitalisme d'Etat, auquel conduisent les partis politiques et le syndicalisme réformiste. Balayé le parlementarisme incomplet, raté et préhendé. Balayées toutes les institutions autoritaires qui caractérisent les Etats modernes.

Nous nous garderons bien de donner des détails trop fouillés de cette organisation.

L'expérience seule nous permettra de mettre au point nos théories, de les forger au feu des réalités. C'est bien ainsi que se comportent nos camarades syndicalistes espagnols.

Nous n'approvons pas pour notre part la description très poussée que les dialecticiens du "Nouvel âge" donnent de la future société libertaire. Il y a des éléments imprévus qui peuvent déranger cette belle architecture.

**C.G.T. LIBRE !** **C.G.T. LIBRE**

La science nous apportera des données nouvelles. D'ailleurs M. Valois exalte une idée qui lui est personnelle. La Démocratie des consommateurs par opposition à la démocratie des producteurs et de l'exploitation avant-garde.

Pour ma part je n'arrive pas à diviser l'humanité futur en deux parties : les producteurs et les consommateurs. Par contre je vois très bien les syndicats être à la fois organismes de production et de consommation, je les imagine clairement, tenant la comptabilité de l'économie libertaire. C'est sous le signe de l'abondance que la Société Libertaire syndicale s'épanouira. Les hommes gouverneront les machines et ils ne seront plus gouvernés par d'autres hommes. Les meilleurs répugnent grâce à la science disparaîtront et avec eux l'avilissement humain. Le bon Socrate il y a plus de deux mille ans avait pressenti l'abondance quand il souhaitait pour le bonheur de l'Humanité que l'outil remplace les bras... Sans doute nous ne voyons pas tout par le syndicalisme. Des activités lui échapperont, l'expérience le montrera.

Mais si nous pensons que le syndicalisme révolutionnaire et l'Avenir c'est parce que ses cadres existent dans les régimes bourgeois actuels comme on ne crée rien de rien.

Pour le moment il serait souhaitable que les syndicalistes révolutionnaires fissent connaître dans leurs journaux corporatifs respectifs les réalisations syndicales des gars de la C. G. T. La comparaison ne serait pas à l'avantage de l'œuvre (si œuvre il y a) du Front populaire français !

LACARGE.

# le libertaire syndicaliste

## Les lampions sont éteints !...

par CAM

Et la grande démonstration terminée. Des boulevards extérieurs à la grande pelouse du bois de Vincennes, la C.G.T. vient de démontrer sa puissance ! Car, si, dans les villes de province, la classe ouvrière ose encore défier dans les artères principales, à Paris, il n'en est pas de même. Plus de manifestations à la Concorde, à l'Hôtel de Ville, ou sur les grands boulevards. Les ouvriers parisiens n'ont droit qu'à la grande pelouse, celle qui a vu ces grandes manifestations contre la vie chère, organisées par l'Union des Syndicats et qui ont si puissamment contribué à empêcher cette hausse des prix.

Cette grande démonstration s'est terminée par deux puissants discours prononcés par deux orateurs, un de l'Union des Syndicats : Raymond (Paul ? Henri ?) et un de la C.G.T., Léon Jouhaux, secrétaire perpétuel.

La démonstration est terminée, les discours sont oubliés, la réalité est toujours présente. Et elle n'est pas belle !

Il y a environ un an, à propos de la contribution de la C.G.T. à l'emprunt de défense nationale, à propos de la reconduction des conventions collectives, nous avions, ici-même, indiqué aux travailleurs le danger que présentait la collaboration permanente des organisations syndicales avec le gouvernement et le patronat. Nous avons avancé, et presque chaque semaine, signalé que les dirigeants syndicaux, inféodés pour la plupart au P.C.F. ou au P.S.F.I.O., tendaient à faire des syndicats, les défenseurs de l'intérêt national, en lui sacrifiant au besoin les intérêts de la classe ouvrière. Ce que nous avions prévu est arrivé.

Tout y est : menaces de revois, pression, chantage. Que feront les employés ? Je l'ignore. Peut-être auront-ils plus d'énergie que les dirigeants et les ouvriers de la métallurgie. (Deux cent cinquante mille adhérents, présidés par un député, châteaux à Vouzuron, Baillet et autres lieux.)

Le travail des dirigeants des métaux ? Très simple et profondément syndicaliste.

La C.G.T., avec sa cohue de cinq millions d'adhérents n'a pas été capable de maintenir ce que l'action directe des travailleurs avait conquis en juin 36.

Je n'exagère pas, je ne dramatiser rien. Pour mieux me faire comprendre, je vais passer du général au particulier.

Le Syndicat de la Nouveauté (grands magasins, prix uniques) possède une convention collective dans laquelle est incluse l'échelle mobile des salaires. Fin avril, le patronat décide ne pas appliquer cette échelle mobile.

Le patronat cependant a signé cette convention collective, mais son intérêt étant de ne pas l'appeler, il n'hésite pas. Entre sa signature et son intérêt, il préfère renier sa signature. Devant ce manque absolu de bonne foi, le personnel réclame et va protester dans les directions. Voici la réponse qui fut faite à une de ces délégations :

"La question est soumise à l'arbitrage. Si je dois appliquer l'échelle mobile, je le ferai, mais licenciements et mises à pied s'ensuivront. Par contre si vous voulez dès maintenant signer une renonciation à l'échelle mobile, je promets de garder tout le personnel."

Tout y est : menaces de revois, pression, chantage. Que feront les employés ? Je l'ignore. Peut-être auront-ils plus d'énergie que les dirigeants et les ouvriers de la métallurgie. (Deux cent cinquante mille adhérents, présidés par un député, châteaux à Vouzuron, Baillet et autres lieux.)

Le travail des dirigeants des métaux ? Très simple et profondément syndicaliste.

Jusqu'alors il y avait dans la métallurgie (aviation comprise) une convention collective dont les grandes lignes et les salaires étaient à peu près semblables. Il y avait la semaine de quarante heures, et les dérogations prévues étaient si fortement taxées que les patrons n'y avaient recours qu'en cas de nécessité absolue. Les ouvriers voulaient voir renouveler leurs conventions collectives, pour y inclure l'échelle mobile, et pour qu'il n'y ait plus de différence entre les métallos quelle que soit leur spécialité. Des grèves ont eu lieu. Résultat ? La différence de salaire s'est aggravée entre les mêmes ouvriers de branches différentes. L'échelle mobile n'est pas dans la convention collective. Les dérogations qui n'étaient que l'exception deviennent la règle, et la semaine de quarante-cinq heures devient la semaine normale. Et nos tricolores dirigeants vont partout se vantant d'avoir remporté un grand succès. Ils ont sauvé la France, la Patrie, l'intérêt général. (Peut-être aussi, leurs intérêts particuliers.) En réalité, ils n'ont fait qu'abolir la semaine de quarante heures dans l'aviation. Et ça suivra.

Et c'est tout ça que la classe ouvrière a fêté le 1<sup>er</sup> Mai. Ses dirigeants ont sacrifié son intégrité à l'intérêt général. L'Union des travailleurs n'est à leurs yeux utile que dans la mesure où elle prépare l'union nationale et la défense du sol sacré de la patrie, ainsi que celle des usines qui sont bâties dessus.

Le prolétariat aurait bien dû, en ce jour de Premier Mai, laisser à Vincennes quelques-uns de ceux qui le dirigent. La manifestation aurait servi tout de même à quelque chose.

## C'est notre passivité qui permet l'étranglement de l'Espagne ouvrière

Avant une persévérance remarquable, la Fédération des cheminots dénonce avec force documents et preuves à l'appui le trafic ferroviaire qui depuis vingt mois permet à l'Allemagne et à l'Italie d'utiliser nos voies ferrées pour transporter à l'Espagne fasciste le matériel de guerre dont elle a besoin.

La semaine dernière, dans "Le Peuple", elle signalait le régime de faveur accordé à ces convois qui traversent la France en moins de 48 heures alors que le trajet des trains de marchandise à destination de l'Espagne républicaine dure souvent de 25 jours à un mois.

Après avoir dévoilé cette situation à l'opinion publique les dirigeants de la Fédération des Cheminots considèrent sans doute avoir accompli tout leur devoir. Leur souci de sauver l'Espagne antifasciste ne va pas jusqu'à compromettre leur sécurité personnelle en appelant les cheminots à arrêter les transports destinés à Franco.

Eux, qui nous ont vanté les biensfaits de la réorganisation des réseaux, par la création de la Société Nationale des Chemins de Fer désoeuvrés placée sous le contrôle de l'Etat, sont en train de faire la démonstration que la politique d'Espagne n'a pas de sens.

Il est vrai que certains d'entre eux, qui cumulent en même temps la fonction de député communiste, vitupèrent condamnent la non-intervention dans la presse et les meetings, tandis qu'ils votent la confiance aux gouvernements qui pratiquent cette même non-intervention à sens unique.

Qui attendra de plus de tels dirigeants ? Mais les travailleurs, les antifascistes conséquents, ne sont-ils pas suffisamment éclairés sur les résultats néfastes de cette attitude passive dont les dirigeants des cheminots n'ont pas, hélas, le monopole et qui livre l'Espagne ouvrière à la merci de la réaction internationale ?

On contrôlait d'un Etat asservi à Vincennes quelques-uns des éléments pris en dehors de toute entreprise politique et l'extension de ces mesures aux responsables des organisations centrales de la C.G.T. qui par leur attitude sur leur position au sein de celle-ci, subordonnent leur activité syndicale à leur activité politique.

« Les soussignés rappellent impérativement aux responsables à tous les échelons de l'action syndicale qu'ils ne doivent en aucun cas se dépasser de cette règle absolue édictée par les textes des documents auxquels il est fait allusion plus haut ».

Cette pétition reçut un accueil favorable puisqu'elle a recueilli 85 signatures. Les prolos qui n'acceptent pas la colonisation commencent à se souder. — Le groupe.

Le mouvement syndical

### LA LEÇON D'UNE GREVE

La grève est partie sur l'initiative du comité intersyndical présidé par Timbald et dont les membres présents étaient à la dévotion du même parti politique.

Il s'agit de la renouvellement de la convention collective nationale liée au reajustement des salaires ; pour les dirigeants fédéraux, qui dans une certaine mesure subissaient la grève, il s'agissait d'utiliser pour obtenir des ouvriers le renforcement de la préparation à la guerre (45 heures, soumission complète du mouvement ouvrier pour la politique d'union sociale).

Les ouvriers auraient dû exiger de leurs dirigeants syndicaux la solidarité complète de l'ensemble des organisations syndicales, soit sous la forme d'un élargissement rapide de la grève, soit sous la forme d'une aide financière suffisante pour permettre aux 30.000 copains en grève dès le début, de tenir le temps nécessaire pour obtenir satisfaction : c'est-à-dire pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et non pour participer à la préparation d'une guerre impérialiste dans laquelle ils ont tout à perdre, rien à gagner.

Camarades, ne désertons pas notre organisation syndicale, si nécessaire qu'elle soit, elle reste notre seule possibilité de défense. Dans une large mesure nous sommes responsables de ses défaillances. S'il est au monde n'a pas les possibilités d'acquérir assez de connaissances pour diriger une organisation syndicale, chacun d'en être nous doit s'efforcer à s'instruire suffisamment pour contrôler sérieusement nos dirigeants. Ceux d'aujourd'hui nous ont apporté la preuve qu'ils ne défendent nos intérêts que s'ils correspondent à ceux de la politique à laquelle ils appartiennent. Quand ces intérêts sont divergents comme c'est le cas maintenant, cela nous restombe sur le nez. De tels dirigeants doivent être chassés sans retard ; et si la structure actuelle de la Fédération des Métaux constitue à cela un obstacle trop important, il faut envisager de la réformer pour permettre le jeu normal de la démocratie syndicale.

Les bureaucraties ont une mémoire d'enfer. Permettez-moi de raconter la vôtre : le 31 mars s'est tenue à la Bourse du Travail, une assemblée de notre Section dont je comprends que vous ne cultivez pas précisément le souvenir. Nous avons discuté du prochain congrès de l'U. Régionale. Les principaux arguments se sont heurtés sur le problème de la guerre et de la guerre. Finalement, malgré le rapport de la section, soit repoussé par 87 mandats contre 20 pour 40 pour deux séries (chiffres communiqués à la fin de l'assemblée). La majorité absolue de la Section se prononça contre le principe de la défense nationale, contre le parti communiste, contre l'empêchement de l'entrée dans la guerre de la C. G. T. Belle escroquerie à tout prix !

En dépit des motions de Lille et de Paris, en dépit de l'existence d'une forte minorité pacifiste et révolutionnaire, Delmas donna la totalité des mandats du S. N. à la résolution des va-t-en guerre de la F. G. F. Belle escroquerie à tout prix !

Vous savez fort bien, camarade Bureau, que la Section de la Seine est fort loin d'approuver Delmas. Ne venez pas alléger l'absence de mandat précis. Si vous en voulez un, vous n'avez qu'à le demander à l'assemblée du 31 mars. D'ailleurs, ce jour-là, l'opinion de la majorité de la Section s'est exprimée assez clairement. Elle est contre la guerre, elle est contre les armements, elle blâme la C. G. T. d'avoir laissé dormir la question des traitements pour ne pas gêner le surarmement de l'impérialisme français.

Paul VIALATTE.

peut-être son mot à dire dans une telle affaire ? Et il importe que tous les syndicalistes se dressent en bloc pour empêcher ce mauvais coup et montrer que la solidarité des travailleurs n'est pas un mythe. — Latour (des peintres).

### CHEZ LES INSTITUTEURS DE LA SEINE

Le camarade Paul Vialatte nous adresse une lettre de protestation contre les agissements des dirigeants de la Fédération. Nous en publions les passages essentiels.

Clamart, le 30 avril 1938.

J'apprends par l'Ecole Libertoise d'aujourd'hui qu'au Conseil national de Pâques, j'ai approuvé le Bureau du S. N. pour s'être rallié, soit sous la forme d'une aide financière suffisante pour permettre aux 30.000 copains en grève dès le début, de tenir le temps nécessaire pour obtenir satisfaction : c'est-à-dire pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et non pour participer à la préparation d'une guerre impérialiste dans laquelle ils ont tout à perdre, rien à gagner.

Permettez-moi de raconter la vôtre : le 31 mars s'est tenue à la Bourse du Travail, une assemblée de notre Section dont je comprends que vous ne cultivez pas précisément le souvenir. Nous avons discuté du prochain congrès de l'U. Régionale. Les principaux arguments se sont heurtés sur le problème de la guerre et de la guerre. Finalement, malgré le rapport de la section, soit repoussé par 87 mandats contre 20 pour 40 pour deux séries (chiffres communiqués à la fin de l'assemblée). La majorité absolue de la Section se prononça contre le principe de la défense nationale, contre le parti communiste, contre l'empêchement de l'entrée dans la guerre de la C. G. T. Belle escroquerie à tout prix !

En dépit des motions de Lille et de Paris, en dépit de l'existence d'une forte minorité pacifiste et révolutionnaire, Delmas donna la totalité des mandats du S. N. à la résolution des va-t-en guerre de la F. G. F. Belle escroquerie à tout prix !

Vous savez fort bien, camarade Bureau, que la Section de la Seine est fort loin d'app